

Ce qu'il faut : un parti ouvrier révolutionnaire

La grève de Flins doit déclencher une offensive ouvrière anticapitaliste

15 mars - Jamais dans ce pays des présidentielles ont été aussi loin de la « trêve sociale » que prêchent tout particulièrement en période électorale la bourgeoisie et les réformistes. Les travailleurs ont fait brutalement irruption sur leur propre terrain - celui de la *lutte de classe* - dans ces élections où les divers candidats ressemblent de plus en plus à leurs marionnettes des « Guignols de l'Info ». Le bastion industriel de Renault-Flins - toujours puissant, avec sa composante stratégique immigrée - vient de rejoindre dans la lutte la fonction publique corse, dont la grève déclenchée il y a quatre semaines s'étend aux enseignants et au secteur privé, paralysant l'île. Et la colère gronde aussi à la SNCF, à Air Inter, dans les hôpitaux, à EDF-GDF, aux impôts... *Victoire aux travailleurs de Corse! Victoire aux ouvriers de Renault-Flins! Leur victoire sera la nôtre!*

La grève d'Air France, en automne 93, comme celle de Pechiney, à l'automne dernier, l'ont montré : la lutte déterminée paie. C'est bien ce qu'ont prouvé aussi les puissantes et massives mobilisations des travailleurs et jeunes en Italie qui ont fini par avoir la peau du très réactionnaire gouvernement de Berlusconi. Les dirigeants réformistes de la « gauche » italienne ont réussi à dévoyer ces mobilisations pour remettre sur pied un nouveau gouvernement d'austérité capitaliste, mais les combattifs travailleurs italiens sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Plus frais encore dans les mémoires, l'exemple des métallos allemands - et il y a beaucoup de discussions à Flins là-dessus - qui ont arraché 4% d'augmentation de salaire et une réduction du temps de travail.

Les travailleurs immigrés sont, aux côtés des jeunes, le fer de lance de la grève de Renault-Flins.



Partout en Europe, les bourgeoisies cherchent, sous la pression de la concurrence économique qu'a déchaînée la victoire de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en URSS, à abaisser le coût de la main-d'œuvre. Pour cela, enhardies par la destruction des Etats ouvriers déformés et dégénérés (Europe de l'Est et URSS), elles élèvent les barrières de la « forteresse Europe » raciste et s'attaquent à « leurs » travailleurs - aux salaires, à l'emploi et à ce qui reste de l'« Etat providence », instauré pour conjurer le « danger communiste » au

lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : sécurité sociale, retraites, assurances-chômage... Mais, de l'Italie à l'Allemagne, les travailleurs et la jeunesse se dressent face à l'offensive capitaliste, apportant un démenti cinglant aux déclarations d'autosatisfaction de la bourgeoisie sur la soi-disant « mort du communisme ».

Mais, pour briser l'offensive capitaliste globale, la lutte syndicale revendicative « ordinaire », si combative soit-elle, ne suffira pas. La seule voie qui défende les intérêts des travailleurs, c'est celle de la

révolution socialiste ; et elle se fera sous la direction d'un *parti ouvrier révolutionnaire*, multiethnique et international, combattant toutes les formes d'oppression et ralliant tous les opprimés au combat pour le pouvoir prolétarien. C'est pour construire un tel parti que se bat la Ligue communiste internationale, dont la Ligue trotskyste est la section française.

Engouffrons-nous dans la brèche ouverte par Flins !

L'offensive antiouvrière, les travailleurs
Suite page 2

Mobilisations contre le meurtre fasciste d'Ibrahim Ali

Actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste !

La vermine fasciste du Front national (FN) a encore une fois frappé. La cible est encore une fois ceux que ces nervis antiouvriers haïssent le plus, les immigrés et leurs enfants.

Dans la nuit du 21 au 22 février, dans les quartiers nord de Marseille, Ibrahim Ali, un jeune d'origine comorienne de dix-sept ans, a été tué alors qu'il s'apprêtait avec ses copains à

attraper le dernier bus pour rentrer chez lui. Trois gangsters « colleurs d'affiches » du FN lui ont tiré une balle de 22 long rifle dans le dos. Leurs affiches haineuses, sur lesquelles le chef du FN, ricanant comme une hyène, promet « Avec Le Pen, trois millions d'immigrés rapatriés », sont à peine séchées qu'ils sont passés à l'acte en tirant des coups de feu sur de jeunes Noirs qui avaient le malheur de passer par là.

Le programme fasciste placardé sur les murs a fait couler le sang d'Ibrahim. Un jeune qui avait aux yeux des assassins racistes du FN le « tort » d'être

noir. « Ali a été tué parce qu'il était noir, comme on tte sur un lapin, comme on égorge un mouton », dira un de ses copains en rage.

Ibrahim, qui préparait un CAP de menuiserie, était un des plus jeunes musiciens du groupe de rap B. Vice (pour « Blacks vus de l'intérieur comme de l'extérieur »). Ce soir-là, il venait de répéter avec son groupe dans un local au rez-de-chaussée d'une HLM. Les jeunes rappeurs donnaient des spectacles pour les restaurants du cœur et, à deux reprises, avaient participé aux Francofolies de La Rochelle. Début mars, ils devaient se produire lors d'un

concert au profit des enfants malades du SIDA.

« Aimons-nous, aimons-nous vivants », se plaisaient-ils à chanter. Ibrahim aimait chanter avec les autres, histoire de transcender par ces mots chers aux jeunes des banlieues la peur de lendemains incertains, la peur du chômage, la peur du SIDA, et de crier sa colère contre un système inhumain où être Black ou enfant de Maghrébin constitue en soi une infraction.

Ses amis, indignés, témoignent. « Une 205 grise m'a dépassé doucement. J'ai eu peur, d'autant qu'elle était bour-
Suite page 14

M 2651 - 132 - 5.00 F-RD



Grève de Flins...

Suite de la page 1

de Renault la connaissent bien : brutale dégradation des conditions de travail, licenciements et suppressions d'emploi (encore plus de 1 700 sont annoncés pour 1995), baisse du niveau de vie. C'est pourquoi, quand le mardi 7 mars la direction de Renault a annoncé, pour le premier semestre, une augmentation des salaires de... 1 % - une véritable insulte - la colère a explosé. D'autant que la même direction, dans le cadre de la campagne de privatisation, se glorifie d'avoir réalisé, en sept ans, 32 milliards de bénéfices auxquels il faudra ajouter trois milliards pour 1994... A Flins, déjà en ébullition depuis le lundi, la grève est partie spontanément le 8 mars de l'atelier sellerie pour s'étendre au reste de l'usine, alors que les dirigeants syndicaux voulaient attendre le 14 mars pour une « action commune ». Une revendication s'est imposée immédiatement aux grévistes : 1 500 francs d'augmentation pour tous ! La direction de Renault peut et doit payer !

Pour arracher une telle augmentation de salaire, les travailleurs doivent étendre leur grève et se doter d'une direction qui, résolue à conduire la lutte à la victoire, ne recule pas devant une nécessaire confrontation avec le pouvoir. Car, en s'engageant dans un combat pour arracher une augmentation massive des salaires, c'est la politique réactionnaire de toute la bourgeoisie et de son gouvernement Mitterrand-Balladur qu'affrontent aujourd'hui les ouvriers de Flins. Et ce n'est pas seulement l'austérité qu'ils affrontent mais aussi, dans cette usine-symbole de la puissance sociale des travailleurs immigrés, la politique raciste de la bourgeoisie. C'est pourquoi, comme tâches immédiates, une direction à la tête de la lutte, élue et organisée en comité de grève de toute l'usine, bloquerait toute la production avec des piquets de grève massifs, renforcés par les travailleurs venus d'autres usines ; elle enverrait des délégations dans les autres usines de Renault, qui toutes connaissent des débrayages massifs, pour les mettre en grève totale. Une grève solide et déterminée à Flins entraînera aussi derrière elle d'autres secteurs industriels clés de la région parisienne - et notamment dans le groupe automobile PSA où, là aussi, les immigrés sont une composante stratégique. Plus généralement, cette grève pourra devenir un tremplin pour les autres travailleurs du pays pour s'engager dans la lutte. Et pour gagner, la classe ouvrière aura aussi besoin du soutien et de la mobilisation de larges secteurs de la population, parmi les jeunes (et notamment les enfants d'immigrés), les étudiants, les paysans.

Aujourd'hui, sont réunis beaucoup d'ingrédients pour une nécessaire contre-offensive généralisée des travailleurs. En Corse, ce sont aussi des augmentations de salaire que réclament les grévistes. Tout comme lors des grèves combattives de

Pechiney et de GEC-Alsthom à l'autonne dernier ou lors de la toute récente grève dans les banques en Martinique, une des dernières colonies directes de l'impérialisme français. Un récent sondage de CSA révèle que 60 % des salariés se déclarent prêts à se mobiliser pour leur pouvoir d'achat. Malgré le chantage aux trois millions de chômeurs (avec lequel la bourgeoisie espère les faire tenir tranquilles), les travailleurs ne veulent plus faire les frais de la crise du capitalisme. Ils veulent récupérer ce que, depuis 1982, l'austérité, menée par la « gauche » puis par la droite, leur a volé. Et ils savent qu'ils n'ont rien à attendre des présidentiables, aussi bien de droite que « de gauche » : quelles que soient leurs divergences et animosités, tous se retrouvent pour ne promettre rien d'autre, sous une forme ou une autre, que de poursuivre la politique antiouvrière - contre les salaires, contre le système de protection sociale, contre l'emploi, contre les immigrés et leurs enfants. Les travailleurs doivent imposer, par leur propre mobilisation, leur solution de classe pour satisfaire leurs revendications ! Il faut faire rendre gorge au patronat et à son gouvernement Mitterrand-Balladur !

Avec les luttes de classe qui balayaient l'Europe occidentale, les travailleurs comprennent que le moment est propice pour contrer l'offensive réactionnaire d'une bourgeoisie qui, dans le même temps, affiche des profits records. C'est d'autant plus le moment qu'en France la bourgeoisie se débat dans une grave crise politique. Derrière les empoignades publiques et les « scandales » en tous genres qui occupent la campagne présidentielle, il y a la difficulté de la bourgeoisie française à se doter d'un gouvernement capable d'imposer à la classe ouvrière et à la jeunesse les brutales mesures de régression sociale dont elle a besoin pour faire face à ses concurrents impérialistes.

La droite, qui en 1993 a pris la succession de la « gauche » trop discréditée par sa politique antiouvrière, s'est rapidement cassé les dents devant les grévistes d'Air France. Par peur d'un nouveau Mai 68, elle a dû retirer son plan de privatisation et de suppression de 4 000 emplois (pour ensuite le refaire passer avec la complicité des directions syndicales). Depuis, elle a accumulé une série impressionnante de défaites et de reculades sur le terrain social devant les mobilisations de la classe ouvrière et d'autres catégories sociales - depuis les pêcheurs jusqu'à la jeunesse multiethnique. Cette jeunesse a obtenu dans la rue, il y a un an, le retrait du CIP (un sous-SMIC) et à nouveau, il y a un mois, le retrait d'une circulaire ministérielle, destinée aux IUT, limitant leurs études. Et elle est au premier rang des mobilisations contre la terreur raciste déchaînée par l'Etat bourgeois et par les bandes fascistes qui viennent à nouveau de commettre un meurtre raciste, à Marseille, le 22 février dernier.

Les campagnes chauvines et racistes déclenchées par le gouvernement lui ont permis, grâce au consensus anti-immigré qui s'étend des fascistes aux directions réformistes du mouvement ouvrier, de survivre à toutes ses défaites ; mais elles n'ont pu lui assurer la « paix sociale » nécessaire à sa stabilisation. Au contraire, se profile le spectre d'une explosion sociale.

A bas la collaboration de classes ! Pour une direction lutte de classe !

Ce qui manque avant tout aux travailleurs et aux jeunes, ce n'est évidemment pas la volonté de combattre. Depuis des mois et des mois, ce pays est régulièrement secoué par des grèves ouvrières et des mobilisations de jeunes, mais les unes après les autres, en ordre dispersé. Ce qui manque cruellement aujourd'hui, c'est une direction qui prépare, impulse, coordonne les luttes - une direction qui soit déterminée à en découdre avec la bourgeoisie et avec son gouvernement.

Les directions actuelles du mouvement ouvrier ont montré leur totale faillite. Pendant les années de la « gauche » au gouvernement, elles ont paralysé et démobilisé la classe ouvrière avec leur soutien à Mitterrand. Aujourd'hui, chevauchant des mobilisations qu'elles n'ont pas voulues, elles font tout pour les désorganiser et les maintenir isolées. Dernièrement, à GEC-Alsthom, elles ont purement et simplement poignardé dans le dos la grève, appelant à reprendre le travail contre la volonté des ouvriers qui en avaient été le fer de lance. Aujourd'hui, alors qu'une grève de Flins solidement organisée pourrait devenir le pôle de convergence des luttes de tout le groupe Renault - et au-delà -, les bureaucrates syndicaux la maintiennent isolée. Un gréviste de Flins syndiqué CGT, originaire du Maghreb, insistait auprès d'un vendeur du Bolchévik que « si la grève ne s'étend pas aux autres usines du groupe, Flins va être isolé comme Alsthom et va perdre ». Ce sentiment est largement partagé. A l'assemblée des grévistes du matin du 14 mars, un travailleur a pris la parole pour lire la motion qu'avait votée sa chaîne, d'où est partie la grève, et qui demandait qu'un appel soit envoyé aux autres usines Renault pour une extension de la grève. C'est sur une telle perspective que nous nous étions battus lors de la grève de Renault-Cléon de 1991 qui fut trahie par les bureaucrates syndicaux qui firent tout pour empêcher son extension au reste du groupe.

Le 14 mars avait été prévu par les syndicats comme une journée d'« action commune » à tout Renault. Elle aurait pu être l'occasion de faire converger sur Flins des délégations de masse des autres usines Renault en grève. Les directions syndicales ont, au contraire, pris bien soin d'éclater la mobilisation en initiatives locales. Alors qu'elles enverront des délégations (même symboliques) au rassemblement devant le siège social de Billancourt, elles n'en enverront aucune à Flins. Et si, à Flins, elles promettaient que demain tout Renault serait en grève, au même moment devant le rassemblement qui se tenait à Billancourt leurs comparaisons n'en soufflaient mot, terminant leurs discours par une vague évocation de la « détermination des travailleurs ». Quand plusieurs voix dans la foule crièrent : « Et alors ? Et alors ? », un bureaucrate répondit : « Rentrons discuter avec les collègues pour une prochaine initiative. » En fait, dans les autres sites Renault, de nombreux ouvriers, eux-mêmes en lutte, n'ont simplement pas été tenus informés des développements de la grève dure engagée à Flins !

Les dirigeants syndicaux ne se donnent même pas les moyens d'arrêter totalement la production. Alors que plusieurs témoignages sur le début de la grève parlent de piquets de grève bloquant l'entrée de Flins, les bureaucrates syndicaux ont tout fait pour ne pas en avoir. Un responsable de la CGT insistera même auprès d'un journaliste du Bolchévik : « Tu n'as pas intérêt à écrire dans ton journal qu'il y a des piquets de grève. » Sous prétexte de « suivre » les ouvriers, ils désorganisent la grève et ne proposent aucune perspective - si ce n'est de gaspiller l'énorme combativité ouvrière dans des actions qui, comme l'occupation du pont enjambant l'autoroute, visent à « occuper » les grévistes et non à mettre à genoux la direction de Renault et le gouvernement.

En fait, les directions des syndicats et des PCF et PS, embourbées jusqu'au cou dans la collaboration de classes, craignent tout autant que leurs maîtres bourgeois le caractère explosif de la grève de Flins. Elles tentent de dévoyer la lutte sur le terrain parlementaire en appelant à voter aux présidentielles pour les candidats « de gauche ». Le 13 mars, le PCF viendra ainsi distribuer devant Flins un tract posant la question : « Comment consolider le plus efficacement possible les exigences sorties de notre lutte unitaire ? Comment faire pour que les revendications qui nous

unissent pèsent encore plus fortement, et soient obtenues de manière solide ? » Et de répondre : « En confiant votre voix à Robert Hue, ces exigences s'exprimeront dès le soir du 1^{er} tour des présidentielles de manière plus ou moins forte selon son influence. »

Mais appeler à voter Hue en faveur d'un nouveau gouvernement « de gauche », ce n'est pas « consolider les exigences ouvrières ». Le présidentiable de « gauche », Jospin, auquel s'accroche le PCF (tout en camouflant son soutien derrière des « critiques » sur le caractère non social de son programme), a déjà promis qu'il ne remettrait en question ni la politique de blocage des salaires ni les lois racistes de l'actuel gouvernement. Remettre au gouvernement la « gauche » - une coalition des partis réformistes avec des forces bourgeoises - c'est poursuivre l'austérité antiouvrière et la terreur anti-immigrée qu'ont menées les différents gouvernements Mitterrand (y compris avec des ministres PCF). Et, finalement, ces gouvernements ont pavé la voie au retour de la droite aux affaires et gonflé les voiles des fascistes du Front national.

Nous, trotskystes, qui avons refusé de voter Mitterrand en 1981, n'appelons à voter dans ces présidentielles pour aucun candidat - pas plus pour Jospin que pour Hue. Leurs candidatures n'offrent aucune alternative à la droite et ne permettent pas aux travailleurs et aux jeunes d'exprimer sur le terrain électoral, même de façon déformée, un vote de classe. Il en est de même pour Laguiller. Lutte ouvrière (LO) n'a rien d'autre à offrir qu'une pâle copie du programme réformiste du PCF, qui prétend qu'en « faisant payer les riches » on va - sous le capitalisme - satisfaire les besoins des travailleurs. Le réformisme de LO s'exprime le plus scandaleusement dans son ralliement à la croisade « anti-islamiste » raciste de Mitterrand-Pasqua. LO a été jusqu'à organiser à Lille une manifestation contre la mobilisation des jeunes qui, non seulement à Lille mais aussi à Mantes, se sont opposés à l'exclusion raciste de l'école de jeunes filles portant le foulard islamique ! Le ralliement de LO à cette campagne raciste interdit à tout travailleur ayant une conscience de classe de voter Laguiller le 23 avril prochain.

Tout en dénonçant le foulard islamique pour être un instrument d'oppression des femmes, nous avons appelé à des mobilisations ouvrières/immigrées contre ces exclusions et pour briser la croisade raciste de Mitterrand-Balladur. De même, quand le jeune Makome M'Bowole a été tué dans un commissariat du XVIII^e arrondissement parisien, en avril 1993, nous avons fait campagne pour une action ouvrière de défense de ce quartier mis en état de siège par les flics - une action basée sur la puissance des immigrés de Flins et d'autres usines de la région parisienne dont beaucoup habitent ce quartier. Comme nous insistions dans notre tract distribué à plusieurs milliers d'exemplaires, et notamment à Flins, une telle action « permettra, après une dizaine d'années de politique raciste et antiouvrière "de gauche" et face à la nouvelle vague de l'offensive antiouvrière [de droite], de commencer à renverser la vapeur. »

Dans la situation actuelle de luttes sociales aiguës où effectivement peut être renversée la vapeur, les réformistes et la bourgeoisie, qui connaît une crise de sa domination politique, vivent dans la peur d'un nouveau Mai 68 - une révolte ouvrière et jeune qui avait conduit ce pays au bord de la révolution et amené à la chute du régime de De Gaulle. Une lutte de cette puissance pose crûment la question de savoir qui est le maître dans le pays : la bourgeoisie ou le prolétariat. Mais elle pose aussi crûment la question de la direction de la classe ouvrière. Pour qu'elle ne soit pas trahie comme l'a été Mai 68 par la direction réformiste du PCF, il faut doter la classe ouvrière d'un parti révolutionnaire qui saura, en met-

Suite page 15

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Morgane Mancini (responsable des pages Spartacus!), Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef)

DIFFUSION: Camille Cézard

DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy

Commission paritaire: n° 5926. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Il y a cinquante ans

L'Armée rouge a libéré Auschwitz !

La déclaration reproduite ci-dessous, datée du 4 janvier 1995, est traduite de Spartakist n° 116 (janvier-février), le journal du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD). Cette déclaration a été publiée aussi en polonais, en russe et en anglais.

Le 27 janvier 1945, le Reich « millénaire » des nazis, qui a apporté d'innombrables souffrances aux peuples d'Europe, s'écroulait. Après les défaites allemandes de Stalingrad et de Koursk en 1943, l'Armée rouge fut capable d'écraser les divisions de la Wehrmacht et les exécuteurs SS de Hitler sur un vaste front s'étendant de la Pologne à la Hongrie et aux Balkans. Un point culminant, symbolique, de la victoire de l'Union soviétique a été la libération d'un lieu qui incarnera pour toujours la bestialité capitaliste : Auschwitz.

Entre 1941 et 1945, des millions de gens furent tués à Auschwitz : Sintis et Roms (Tsiganes), Russes, Polonais, communistes, socialistes. Mais ce furent avant tout les Juifs de tous les pays d'Europe qui moururent dans les chambres à gaz et les fours crématoires de cette usine d'extermination. Ils furent tous victimes d'une campagne impérialiste qui, au nom de la création d'une « race des seigneurs », chercha à transformer le continent entier en une colonie du capital allemand. Résultat de la « solution finale à la question juive » de Hitler, plus de deux millions de Juifs – hommes, femmes et enfants – furent assassinés rien qu'à Auschwitz. Dans les années 1942-43, des wagons à bestiaux pleins à craquer roulaient sans répit, jour après jour, vers le quai tristement célèbre où la « sélection » commençait. Ceux qui n'étaient pas immédiatement jetés dans les chambres à gaz tombaient entre les mains de « médecins » sadiques, tel le Dr Mengele, ou devaient travailler comme esclaves pour les grands trusts capitalistes dans des camps satellites. C'est seulement en écrasant le Reich de Hitler que l'Armée Rouge a pu sauver une poignée de Juifs – une fraction des millions d'entre eux qui y perdirent la vie. Ce fut seulement grâce à cette victoire que des centaines de milliers de Juifs hongrois qu'Eichmann voulait envoyer à Auschwitz échappèrent à la mort dans les chambres à gaz.

Mais les Juifs ne furent pas de simples victimes. Des milliers de Juifs de Pologne, de Russie, de Biélorussie, de Lituanie, d'Ukraine et de Yougoslavie combattirent dans les unités régulières de l'Armée rouge et dans les détachements de partisans contre l'occupation nazie ; ils contribuèrent ainsi à une victoire soviétique chèrement payée. Les héros juifs combattants du ghetto de Varsovie affrontèrent avec détermination les unités SS du général nazi Stroop. Contrairement à la falsification sioniste de l'histoire, l'insurrection avait été organisée principalement par des sionistes prosocialistes, des militants du Bund (une organisation juive socialiste) et des communistes pour qui il s'agissait d'une lutte internationaliste. Les trotskystes du ghetto de Varsovie étaient eux aussi en première ligne de la lutte contre le nazisme. Dans leur journal *Czerwony Sztandar* [Drapeau rouge], ils opposaient leur internationalisme au dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays ». En juillet 1941, ils écrivaient : « La guerre de l'Union soviétique contre Hitler est la guerre du prolétariat international ; elle est notre guerre [...]. Longue vie à la révolution



Sovioto

Déclaration commune du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, du Spartakusowska Grupa Polski et de Spartacist Moscou

internationale ! »

Des soulèvements de suppliciés éclatèrent dans les camps d'extermination mêmes – Treblinka, Auschwitz. La lutte étant inégale, ils furent pour la plupart noyés dans le sang. Mais, à Sobibor, où plus de 250 000 personnes furent assassinées, 600 prisonniers juifs et soldats de l'Armée rouge capturés déclenchèrent un soulèvement qui obligea les nazis à fermer le camp. 300 prisonniers s'enfuirent dans les bois et survécurent.

L'« Opération Barbarossa » de Hitler [l'invasion de l'URSS en juin 1941], dont le cri de guerre était la lutte contre le « judéo-bolchévisme », avait pour objectif de détruire l'Etat ouvrier soviétique. En effet, sous Lénine et Trotsky, cet Etat ouvrier avait dès le début inscrit sur son drapeau : « Mort aux pogromistes – Pour l'émancipation du peuple juif ! » Cette promesse a été trahie par la dégénérescence stalinienne de l'Union soviétique. Sous Staline, la défense contre l'occupation nazie était menée non pas au nom de l'internationalisme prolétarien mais sous le mot d'ordre nationaliste de la « Grande Guerre patriotique ». Mais, en dépit du régime réactionnaire de la bureaucratie et de la résurgence d'un antisémitisme officiel et du nationalisme sous Staline (à commencer par son agitation antisémite contre l'Opposition de gauche trotskyste) l'Etat ouvrier dégénéré soviétique sauva la vie de millions de Juifs pendant la guerre en les évacuant devant l'avance allemande.

Aujourd'hui, dans le sillage de la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique par Eltsine, l'antisémitisme sous toutes ses formes les plus hideuses relève la tête une fois encore. Déjà sous Gorbatchev, des secteurs de l'appareil stalinien (par exemple Eltsine) courti-

saient les fascistes antisémites russes de Pamiat. Aujourd'hui, à la suite de l'effondrement du stalinisme, des fascistes comme les barkachovistes (soutenus par les fascistes allemands), les cent-noirs et les monarchistes font partie de la « coalition rouge brune » aux côtés des débris « patriotes » de la bureaucratie stalinienne nationaliste. Ces « rouges-bruns » sont la plus évidente expression de comment la restauration capitaliste est imprégnée de fange antisémite. Tout comme les bolchéviks de Lénine et Trotsky, un parti ouvrier révolutionnaire placera au premier plan de son programme la lutte contre l'antisémitisme et contre les attaques racistes envers les minorités (par exemple les Tchétchènes dont la capitale et la population sont aujourd'hui bombardées sans répit par l'armée russe). Nos camarades à Moscou luttent pour construire un tel parti.

Dans l'Etat capitaliste polonais qui s'est constitué en 1990 comme résultat de la contre-révolution capitaliste dirigée par Solidarność, on assiste à d'hypocrites cérémonies pour « commémorer » les victimes de l'Holocauste et ceux qui combattirent le fascisme. Ces cérémonies incluent de façon obscène le IV^e Reich allemand, le sanguinaire Etat sioniste d'Israël et l'Eglise catholique, qui a érigé un crucifix à Auschwitz dans le but de nier le caractère antisémite de l'Holocauste. Auparavant, participaient à ce genre de cérémonies des représentants du précédent régime de Solidarność, qui avait « réhabilité » les fascistes polonais de la Deuxième Guerre mondiale. Avec ses valets sociaux-démocrates ex-stalinien, la bourgeoisie polonaise utilise le mot d'ordre de « réconciliation » comme ticket d'entrée dans le « nouvel ordre mondial » post-contre-révolution-

naire. Lequel signifie chômage de masse, terreur raciste et interdiction de l'avortement en Pologne, guerres nationalistes fratricides et interventions impérialistes sanglantes ailleurs dans le monde. Dans la tradition du III^e Reich allemand, les Roms, les Sintis et autres immigrés « clandestins » en Allemagne sont emprisonnés puis envoyés en Pologne pour être expulsés vers les pays qu'ils ont fuis – où ils seront tués par des pogromistes. Nous, Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), exigeons les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et nous nous battons en faveur de mobilisations ouvrières/immigrées pour défendre toutes les victimes de la terreur raciste.

Aujourd'hui, le IV^e Reich marche consciemment sur les traces du III^e Reich. On peut voir cette continuité avec la firme BASF qui, en tant que filiale de l'IG Farben, a exploité il y a plus de 50 ans les ouvriers esclaves d'Auschwitz, avant de devenir le « protecteur » de Helmut Kohl. L'actuelle « République fédérale » s'est proclamée le successeur légal du III^e Reich, et a récupéré des pans entiers de l'appareil d'Etat du régime nazi, dont le nazi de longue date Kiesinger devenu chancelier [de 1966 à 1969]. Cela faisait partie de sa croisade anticommuniste contre l'Allemagne de l'Est (RDA). Après la réunification capitaliste et la contre-révolution en RDA, la bourgeoisie allemande, avec l'aide des sociaux-démocrates du SPD, a entrepris sans tarder de dissimuler son histoire infâme. On nous dit maintenant que les tristement célèbres camps de concentration de Sachsenhausen ou de Buchenwald ne furent pas les lieux de crimes nazis mais ceux de la « dictature stalinienne » ! Et récemment, cette campagne « révisionniste », qui est une réécriture de l'histoire, a franchi un pas supplémentaire. Un tribunal de Mannheim a en effet blanchi le dirigeant nazi contemporain Deckert en décrivant son ignoble négation antisémite de l'Holocauste – sous le mot de code du « mensonge d'Auschwitz » – comme renforçant le « pouvoir de résistance du peuple allemand contre les revendications des Juifs découlant de l'Holocauste ».

Rosa Luxemburg insistait que l'humanité avait devant elle une alternative : socialisme ou barbarie. Auschwitz représente la barbarie capitaliste. Comme cette grande combattante révolutionnaire, nous sommes pour l'unité des prolétariats de Pologne, d'Allemagne et de tous les territoires de l'ancienne Union soviétique. C'était dans le même esprit que les communistes internationalistes de Buchenwald – des trotskystes autrichiens, français, belges et allemands – combattirent dans ce camp de concentration pour leur programme révolutionnaire. Dans leur déclaration d'avril 1945, peu de temps après la libération de Buchenwald, ils écrivirent : « Pour empêcher le rétablissement de la bourgeoisie allemande favorisé par les antagonismes impérialistes et pour édifier le pouvoir ouvrier, la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière de chaque pays contre sa propre bourgeoisie est nécessaire [...]. Le prolétariat ne peut remplir sa tâche historique que sous la direction d'un nouveau parti révolutionnaire mondial. La tâche immédiate de la partie la plus avancée de la classe ouvrière consiste à créer ce parti. Des cadres révolutionnaires internationaux se sont déjà rassemblés pour édifier ce parti mondial dans la lutte contre le capitalisme et ses agents réformistes et stalinien. » ■

Déclaration de la Ligue communiste internationale

Ecrasez l'invasion d'Eltsine en Tchétchénie !

La déclaration reproduite ci-dessous (et traduite du n°614 de Workers Vanguard, le journal de la Spartacist League/US) a été diffusée par la Ligue communiste internationale à Moscou le 10 janvier dernier.

Le 11 décembre, le gouvernement de Boris Eltsine a déclenché une invasion militaire de grande ampleur contre la République de Tchétchénie, située sur la pente nord des montagnes du Caucase, qui avait déclaré son indépendance à l'égard de la Russie quand, fin 1991, l'Union soviétique a éclaté en morceaux. Le peuple tchéchéne est maintenant en train d'être massacré - les avions de guerre russes bombardent et mitraillent des cibles civiles. Grozny, la capitale et un centre industriel de 400.000 habitants, est en train d'être réduit à un tas de ruines. Pourtant, malgré une écrasante supériorité militaire russe, les forces tchéchénes, bien déterminées, ont repoussé l'assaut sur Grozny, infligeant de lourdes pertes à l'armée russe et faisant un certain nombre de prisonniers de guerre.

Pour la Ligue communiste internationale, les forces d'invasion russes (dont la tentative d'assujettir les Tchétchénes ne peut qu'apporter la terreur de masse à ce peuple du Caucase) doivent être mises en déroute. De plus, la résistance tchéchéne affaiblit le régime dictatorial de l'aspirant tsar Boris, créant de ce fait une opportunité pour les travailleurs de Russie de toutes les nationalités de se défendre contre la dévastation économique provoquée par la contre-révolution capitaliste. Mais les conditions actuelles de chaos politique conduiront tôt ou tard à un dénouement bonapartiste.

La classe ouvrière est la seule force qui puisse, par une mobilisation révolutionnaire, empêcher la consolidation d'un régime capitaliste dictatorial qui jettera la population dans la misère. Mais le prolétariat soviétique a été politiquement atomisé par des décennies de régime bureaucratique stalinien et, dans les conditions actuelles d'écroulement et de désordre économique, les travailleurs désespèrent profondément de pouvoir mener une quelconque action efficace. Pour que les ouvriers de l'ex-URSS



Les bombardements massifs de l'armée d'Eltsine ont transformé Grozny, la capitale de la Tchétchénie, en champ de ruines.

soient capables de prendre le pouvoir, il faut d'abord qu'ils acquièrent la conscience d'eux-mêmes en tant que classe qui puisse, sous la direction d'une avant-garde marxiste, lutter pour son propre programme révolutionnaire de classe.

Le régime capitaliste instable qui s'est constitué en Russie suite à la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique reste isolé et empêtré dans des crises. En dépit de la brutale répression qu'il a conduite contre l'ancien parlement en octobre 1993, Eltsine a une base sociale extrêmement étroite - et qui se rétrécit - au sein de la nouvelle élite dirigeante russe. Le chef de ses gardes du corps, Alexandre Korjakov, serait devenu l'éminence grise d'Eltsine. Un des principaux objectifs de l'aventure militaire du Kremlin au Caucase était de renforcer ce régime bonapartiste faible en appelant au chauvinisme grand-russe et aux préjugés anti-Caucasiens. En plus, l'invasion de la Tchétchénie vise à préserver le contrôle sur le Caucase, sur son pétrole et ses autres ressources, ainsi qu'à écraser la détermination des Tchétchénes et des autres peuples transcaucasiens à résister aux tentatives de la Russie de s'ériger en suzerain et en gendarme de la région.

Depuis que la Tchétchénie, sous la direction de l'homme fort Djokhar Doudaev, un ancien général d'aviation soviétique, a déclaré son indépendance quand l'Union soviétique a éclaté en morceaux après la prise du pouvoir d'Eltsine en août 1991, Moscou a tenté par tous les moyens à sa disposition de se débarrasser de la gênante direction tchéchéne pour la remplacer par une autre plus soumise. Pour ce faire, Moscou a financé de sanglants affrontements fratricides, fourni des armes aux opposants tchéchénes, envoyé sur place des unités de mercenaires et cherché à imposer un régime fantoche. Lorsque le plan pour évincer Doudaev « de l'intérieur » s'est effondré, les dirigeants de Moscou ont opté pour une intervention directe.

Cette intervention représente un coup contre tous les peuples du Caucase. Lors de leur progression en direction de la Tchétchénie, les troupes russes ont eu à faire face à des groupes de manifestants

de l'Ingouchie voisine. Au nombre des tués, se trouve le ministre ingouche de la Santé. La solidarité avec le peuple tchéchéne s'est exprimée en Ingouchie, en Ossétie, au Daghestan et en Abkhazie. Depuis son accession au pouvoir, le régime d'Eltsine a cherché à utiliser à ses propres fins les conflits nationaux qui, suite à la contre-révolution capitaliste, ravagent le Caucase.

L'an dernier, le Kremlin a tranquillement laissé se perpétrer des massacres fratricides en Ossétie et en Ingouchie ; il a ensuite déclaré l'état d'urgence dans ces deux républiques (consolidant ainsi sa présence militaire), après que les nationalistes ossètes eurent perpétré des massacres d'Ingouches. En même temps, Doudaev, en recourant à l'intégrisme islamique contre les Russes, ne peut que favoriser la résurgence de la violence nationaliste et intercommunautaire dans le Caucase du Nord, dont certains peuples (par exemple les Ossètes) sont historiquement en grande partie chrétiens.

L'envoi des troupes s'effectue dans un contexte de tentatives, orchestrées par l'Etat, d'attiser une hystérie anticaucaisienne, entretenue par de sinistres patrouilles policières et militaires à Moscou et dans d'autres villes russes. La masse de la population russe, écrasée par la paupérisation et le chômage, n'exprime aucun soutien à l'intervention en Tchétchénie. Un éditorialiste de l'influent quotidien *Sevodnya* écrit que toutes les analyses gouvernementales prédisant une victoire facile et un vaste soutien populaire à la guerre « se sont révélées à 100 % fausses » (*Moscow Times*, 20 décembre 1994).

Les travailleurs de Russie doivent comprendre que l'invasion de la Tchétchénie est menée par les mêmes forces qui, à plusieurs reprises, ont utilisé les escadrons paramilitaires OMON pour disperser les manifestations contre la paupérisation capitaliste amenée par Eltsine (Journée de l'Armée, à Moscou, en février 1992) et qui ont utilisé l'armée pour briser les grèves (grève des contrôleurs aériens, en août 1992). Ce dont les ouvriers ont besoin, c'est de réacquérir la conscience de leurs intérêts de classe internationalistes, pour organiser l'opposi-

tion à la guerre, et ce indépendamment des éléments de la nouvelle bourgeoisie russe qui utilisent la large opposition pacifiste à l'aventure caucasienne d'Eltsine pour leurs propres intérêts politiques.

L'invasion a suscité des protestations de la part de beaucoup de politiciens bourgeois, en particulier des « démocrates » qui jusqu'à présent avaient soutenu Eltsine de façon systématique. En outre, ils ont été rejoints par des nationalistes antioccidentaux en vue, dont l'exemple est le lieutenant-général Alexandre Lebed, commandant la XIV^e armée en Moldavie. Au cours du vote à la Douma (chambre basse du parlement), seul le parti fascisant de Vladimir Jirinovski et la fraction de l'ancien ministre des Finances Boris Fiodorov ont soutenu l'invasion. Egor Gaïdar, l'enfant chéri du FMI, et Grigori Iavlinski, l'auteur du tristement célèbre plan de désindustrialisation de l'ancienne économie soviétique, ont été montrés à la télévision dénonçant l'envoi des troupes et mettant en garde contre une dictature militaro-policière. Ce n'est que pure hypocrisie.

Ces gens ont besoin d'un Etat policier contre les ouvriers. Ils l'ont amplement démontré en octobre 1993 au moment de la tuerie d'opposants au coup d'Etat bonapartiste d'Eltsine à Moscou. Ils ont soutenu l'instauration de régimes policiers dans les principales villes russes après le coup d'Etat, y compris des expulsions et des pogromes officiels contre des populations originaires du Caucase et d'autres minorités nationales. L'opposition bourgeoise à l'aventure tchéchéne d'Eltsine ne se préoccupe ni du peuple tchéchéne ni des « principes démocratiques ». Elle ne fait que manœuvrer pour obtenir des postes et elle a peur que l'invasion mette le feu au Caucase alors que l'armée russe n'est pas fiable. Les « démocrates » ne sont pas moins dévoués aux intérêts impériaux de la Russie capitaliste dans « l'étranger proche » ; mais ils craignent que la présente aventure militaire retarde ou annule les investissements et les prêts étrangers dont ces aspirants capitalistes ont désespérément besoin s'ils veulent consolider leur capacité à exploiter et à extraire du profit des ouvriers sur toute l'étendue de l'ancienne Union soviétique.

L'« opposition » des divers nationalistes petits-bourgeois des organisations staliniennes n'a rien à voir non plus avec la défense de la Tchétchénie. Ils cherchent à utiliser cette crise du pouvoir pour démontrer leur utilité - que ce soit comme machine électorale ou comme troupes de choc potentielles - à l'aile anti-Eltsine de la nouvelle bourgeoisie qui se réserve l'option d'utiliser un puissant mélange de frénésie xénophobe et de nostalgie de l'Union soviétique pour rallier les masses désespérées derrière les intérêts de la bourgeoisie russe.

Au cours de la manifestation du 12 décembre à Moscou sur la place Pouchkine, des membres du RKR (Parti ouvrier communiste russe) et autres partis staliniens au coude à coude avec des cent-noirs et des monarchistes ont lancé des slogans antisémites contre les « démocrates ». La déclaration du KP-RF (Parti communiste-Fédération de Russie) de Ziouganov est dans la même ligne que



L'aspirant tsar Boris restaure les traditions réactionnaires pour consolider l'Etat capitaliste naissant.

The Economist

A propos des mots d'ordre concernant l'ex-URSS

A la suite de la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-92, nous avons avancé le mot d'ordre : « Reforcez l'Union soviétique sur les principes léninistes ! » La consolidation en Russie d'un Etat capitaliste ayant ses propres ambitions impériales à dominer les territoires de l'ex-URSS a amené la Ligue communiste internationale (LCI) à débattre des mots d'ordre appropriés dans ces circonstances nouvelles et changeantes. L'article paru dans le n° 613 (30 décembre 1994) de Workers Vanguard, le journal de notre section aux Etats-Unis, sous le titre « The Caucasus Cauldron » [Le chaudron caucasien] avait mis en avant l'appel à « une fédération volontaire des républiques socialistes. » Une réunion du secrétariat international de la LCI est arrivée à la conclusion qu'utiliser ce mot d'ordre était une erreur ; elle a voté la motion (parue dans Workers Vanguard n° 614, 13 janvier) dont nous publions ci-après la traduction.

Avancer comme mot d'ordre immédiat un appel à une fédération des républiques socialistes qui n'existent pas

pour le moment (c'est-à-dire sans en même temps expliquer que nous ignorons le cours et le rythme des futures et nécessaires révolutions socialistes dans les différents pays capitalistes naissant dans le territoire de l'ex-URSS) se prête aisément à une interprétation selon laquelle nous prévoyions une nouvelle poussée révolutionnaire prenant naissance dans les mêmes régions qui ont été le théâtre de la révolution d'Octobre 1917 et que nous envisageons de maintenir les frontières géographiques des anciennes républiques soviétiques, etc. Etant donné l'histoire passée de la domination grand-russe, y compris dans l'URSS stalinisée, et aujourd'hui la monstrueuse escalade du chauvinisme, à la fois comme force motrice et comme conséquence de la contre-révolution capitaliste, avec les appétits que cela suscite chez les nouveaux gouvernants de la Russie à jouer un rôle de puissance coloniale et impérialiste régionale, la question d'une fédération de partenaires inégaux doit être abordée avec beaucoup de prudence. De surcroît, même si la référence dans ce mot d'ordre à des « républiques socialistes » visait à indiquer explicitement la nécessité de révolutions

socialistes contre le capitalisme - et à surmonter le problème posé par notre précédent mot d'ordre, qui faisait référence, à « reforcer l'Union soviétique » (ce qui serait compris dans l'ex-URSS d'aujourd'hui comme étant semblable à la campagne nationaliste en faveur d'une *derjhava* grand-russe) -, l'utilisation marxiste que nous faisons du terme « socialiste » est loin d'être sans ambiguïté pour un public anciennement soviétique, compte tenu de l'affirmation stalinienne, répétée pendant des décennies, comme quoi l'URSS bureaucratiquement déformée était un « pays socialiste. » Dans ce contexte, « républiques socialistes » - tout comme « républiques soviétiques » - peut résonner comme un appel à revenir au bon vieux temps de la Russie de Staline, y compris dans la question nationale.

En même temps, l'éclatement de l'Union soviétique a révélé une situation d'interpénétration considérable de peuples et d'unités de production économiques qui sont héritées d'une économie (bureaucratiquement) planifiée et centralisée et qui lui étaient adaptées. Ainsi, dans nombre de régions (en particulier en Ukraine orientale, en Crimée, dans le nord du Kazakhstan)

une solution démocratique de la question nationale ne peut être trouvée hors d'une ou de plusieurs fédérations socialistes d'Etats ouvriers, transcendant les frontières nationales. Il est nécessaire de souligner le caractère volontaire de telles fédérations (contrairement, par exemple, à la Fédération transcaucasienne que Staline a cherché à imposer bureaucratiquement) et d'être particulièrement conscient des dangers inhérents à toute union de partenaires par trop inégaux (par exemple la Russie et les autres républiques de l'ex-URSS). Nous ne pouvons pas prévoir aujourd'hui les contours de telles fédérations qui, éventuellement, embrasseraient des Etats qui n'étaient pas partie intégrante de l'ex-URSS. Au fur et à mesure que le temps passe et que la Russie, désormais capitaliste, aspire de plus en plus à satisfaire ses appétits impériaux, des révolutions socialistes pourront très bien tendre à ne pas reproduire la structure de l'Etat ouvrier qui a succédé à l'empire tsariste.

Le fait d'être rejetés dans une nouvelle période signifie que nous devons mettre au premier plan et au centre la lutte pour la révolution prolétarienne dans les régions de l'ex-URSS.

les éruptions du général Lebed qui, en substance, dénonce Eltsine pour son indécision à « rétablir l'ordre » en Tchétchénie. Aucun de ces partis ne peut dire quoi que ce soit sur les crimes qu'a commis la bureaucratie stalinienne en expulsant de leurs terres natales des peuples entiers. Cela inclut l'ensemble du peuple tchéchène qui, sur ordre de Staline a été condamné en 1944 à être déporté en Asie centrale. Les troupes de la NKVD ont

socialistes, il est devenu populaire de comparer l'invasion actuelle de la Tchétchénie à l'envoi des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979. La comparaison est totalement fautive. L'Union soviétique était un Etat ouvrier, même s'il était dirigé par une bureaucratie parasitaire, et l'armée soviétique était intervenue dans une guerre civile en soutien à un gouvernement modernisateur nationaliste de gauche attaqué par des réactionnaires féodalistes islamiques. Les troupes soviétiques en Afghanistan combattaient du côté du progrès social contre les coupe-jarrets moudjahidines soutenus par la CIA. L'intervention soviétique rendait possibles des réformes démocratiques dans la société afghane, telles que l'alphabétisation et l'acquisition par les femmes des droits civils élémentaires. En même temps, c'était une mesure de défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme qui cherchait à faire de l'Afghanistan une base d'opérations sur le flanc sud de l'URSS.

Nous, trotskystes de la Ligue communiste internationale, avons déclaré : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et « Etendez les acquis sociaux d'Octobre aux peuples afghans ! » Nous avons critiqué la bureaucratie stalinienne sous Brejnev et ses successeurs quand elle a cherché à se servir de l'intervention soviétique en Afghanistan comme d'une monnaie d'échange avec l'impérialisme occidental ; de plus, nous avons stigmatisé le régime afghan soutenu par l'Union soviétique qui, dans sa vaine tentative de se concilier l'islam, n'a pas mené à bien même les réformes démocratiques élémentaires. Lorsque Gorbatchev a tenté d'« apaiser » les impérialistes en retirant ses troupes en 1989, cela a été une trahison des intérêts des peuples afghans et soviétiques, qui a pavé la voie à la victoire ultérieure de la contre-révolution et à la destruction de l'URSS.

Le régime russe actuel centré autour de Boris Eltsine est issu de cette contre-révolution. Ceux qui pleunichent : « Pas d'autres Afghanistan » à propos de la Tchétchénie ont aussi applaudi lorsque l'Etat ouvrier soviétique était en train d'être étranglé ; aujourd'hui, leur pacifisme libéral cherche à duper les opprimés et les ouvriers pour qu'ils croient que la *derjhava* [grande puissance] capitaliste russe peut avoir un visage démocratique.

Les impérialistes occidentaux, qui ont

massivement soutenu les moudjahidines afghans contre l'armée soviétique, ont au début déclaré que l'aventure tchéchène de Moscou était une « affaire intérieure russe ». C'était cohérent avec leur ligne générale de soutien à Eltsine et d'opposition à la fragmentation nationale de l'Etat russe désormais capitaliste. Cependant, les puissances de l'OTAN redoutent maintenant que la débâcle militaire à Grozny et la perspective d'une longue guerre de guérilla dans le Caucase déstabilisent davantage le fragile ordre contre-révolutionnaire en Russie. En même temps, les dirigeants de la contre-révolution en Europe de l'Est, tel le président polonais Lech Walesa, voient dans l'invasion du Caucase du Nord le signe d'une Russie plus agressive dont les prétentions impériales pourraient bientôt les menacer. Les capitales occidentales appellent par conséquent à une « solution négociée » au conflit tchéchène. Ainsi, l'aventure caucasienne d'Eltsine montre-t-elle des signes d'un conflit se développant, comme dans les Balkans, en une crise

internationale où s'empêtrent les rivalités interimpérialistes.

L'assaut de grande ampleur contre la Tchétchénie fait partie d'une série de guerres déclenchées par la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et par la destruction de l'Union soviétique. Cela inclut l'abattoir fratricide qu'est devenue la Bosnie et le massacre réciproque entre Arméniens et Azéris qui dure depuis six ans pour s'approprier l'enclave du Nagorny-Karabakh. Les commentateurs bourgeois, aussi bien occidentaux que russes, essaient souvent de jeter le blâme de l'explosion des haines nationalistes en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS sur l'héritage du « communisme ». Au contraire, c'est la Révolution bolchévique qui a libéré les nations opprimées de la « prison des peuples » tsariste comme l'appelaient Lénine. En 1914, il écrivait : « Ainsi donc, c'est du point de vue des intérêts du prolétariat grand-russe lui-même qu'il faut éduquer les masses dans l'esprit de la lutte la plus résolue, la plus conséquente, la

Suite page 7



Teletama

Djokhar Doubaev, le dirigeant indépendantiste tchéchène

rasé au moins un village entier qui avait refusé de partir.

L'aventure tchéchène a révélé et approfondi les divisions politiques aiguës qui existent au sein du corps des officiers russes, avec des chefs militaires tels que Lebed et le vice-ministre de la Défense Boris Gromov qui dénoncent publiquement les actions d'Eltsine. L'impuissance prolongée à prendre Grozny indique que les soldats n'ont pas la volonté de se battre, qu'ils sont mal ravitaillés, mal entraînés et mal commandés. Le soutien que les sondages d'opinion attribuent à Eltsine étant descendu à 15 %, la guerre tchéchène pourrait bien mener à sa chute ou à une tentative désespérée de coup d'Etat présidentiel visant à écraser ses nombreux opposants au sein de la nouvelle élite capitaliste dirigeante du pays. Les travailleurs de Russie doivent s'opposer à toutes les tentatives, d'où qu'elles viennent - que ce soit des éléments pro ou anti-Eltsine -, de leur imposer le joug d'une dictature bonapartiste.

Parmi les « démocrates » et les pacifistes, et parmi beaucoup de pseudo-

Vient de paraître !

Spartacist

édition française
n° 28, hiver 94-95
(10 francs)

Au sommaire :

- Non au front populaire !
Pour une Europe de lutte de classe !
- Déclaration de relations fraternelles entre Luta Metalúrgica (Brésil) et la Ligue communiste internationale
- Les pseudo-trotskystes et l'Ukraine
Pourquoi ils dénaturent Trotsky
- A propos de la prise de position de Trotsky en faveur d'une Ukraine soviétique indépendante
- Il faut reforcer la Quatrième Internationale !
Staline a noyé dans le sang le Parti communiste de Lénine et Trotsky
- Les Juifs soviétiques et la lutte pour le communisme
Révolution, contre-révolution et question juive
- USA : à bas la peine de mort raciste !
Campagne internationale
Sauvons Mumia Abu-Jamal !



Ecrire au Bolchévik : B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Balayons les fascistes!

14 décembre 1994 - Le GUD attaque la faculté de Saint-Hippolyte (Paris-I) et agresse cinq étudiants dont deux se retrouvent à l'hôpital.

21 décembre 1994 - Un enseignant en droit est tabassé par les fascistes à la faculté d'Assas (Paris-II).

11 janvier 1995 - Trois étudiants sont agressés à la Sorbonne par les fascistes.

13 février 1995 - Agression fasciste sur la fac de Rouen où deux étudiants sont blessés par le FNJ (groupe de jeunesse du Front national).

22 février 1995 - Ibrahim Ali est assassiné par des « colleurs d'affiches » du FN à Marseille.

Un des terrains d'entraînement privilégiés de la pourriture fasciste est l'université où ces nerfs viennent casser, frapper et terroriser, pour ensuite aller assassiner des immigrés et des jeunes dans les banlieues. Le fascisme n'est pas juste une idéologie de droite avec de « mauvaises idées ». C'est un programme de génocide. Il faut empêcher cette racaille de nuire. Il faut se mobiliser et s'organiser pour chasser les fascistes des facs. Il faut mobiliser la puissance de la classe ouvrière pour les écraser.

Après l'attaque du GUD, le 14 décembre sur la fac de Saint-Hippolyte, l'UNEF et l'UNEF-ID ont appelé à une manifestation, le 20 décembre au Panthéon pour... demander à l'administration de Paris-I d'exclure les membres du GUD de la fac et pour demander que le doyen se porte partie civile avec les étudiants blessés. Ces « syndicats » étudiants offraient comme seule perspective de « lutte » antifasciste de s'en remettre à l'administration de la fac et à la « justice » bourgeoise. Cette même « justice » qui absout systématiquement les flics impliqués dans des crimes racistes. Quant à l'administration, elle peut bien prendre

GUD hors des facs!



P. Vauthey/Sygm

quelques mesures contre les fascistes. Mais alors que cela n'empêchera jamais les fascistes de continuer leurs actions terroristes, l'administration pourra utiliser ces mesures pour réprimer les étudiants qui veulent se défendre contre cette racaille. En appeler à l'administration - à l'Etat bourgeois - c'est simplement démobiliser les étudiants et les livrer pieds et poings liés non seulement à la terreur fasciste mais aussi à la répression de l'Etat.

Cependant, l'UNEF - qui regroupe la LCR/JCR-RED, les JCR (Gauche révolutionnaire) et le SCALP - a organisé une assemblée générale le 21 décembre,

sur la fac de Tolbiac, pour décider d'une semaine de « sensibilisation » après les vacances de Noël, pour mettre les étudiants - les mêmes qui s'étaient fait attaquer par le GUD - en garde contre les fascistes! Mais, alors même que sur Saint-Hippolyte courait la rumeur que les fascistes allaient de nouveau attaquer, ces organisations ont refusé, malgré nos appels à des actions de front unique, de mobiliser les étudiants présents sur Tolbiac et Saint-Hippolyte pour aller défendre la fac, sous prétexte que les étudiants... ne sont pas prêts. Sans doute, pour l'UNEF, les étudiants sont toujours prêts à se faire tabasser mais jamais à se défendre! Seuls l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui a fait une courte apparition sur Saint-Hippolyte, Réflexe et un seul militant des JCR-GR (venu « en son nom personnel ») ont répondu à notre appel à défendre la fac. Parmi toutes les organisations soi-disant antifascistes, aucune n'a accepté de défendre la fac contre le GUD.

Quant à la campagne de « sensibilisation », nous y avons eu effectivement droit à la rentrée. Il s'agissait d'appels de l'UNEF-ID pour la création de postes de vigile pour protéger la fac. Mais l'UNEF est allée encore plus loin en se ralliant à l'administration de la fac qui voulait, en cas d'attaque fasciste, appeler les... flics. Ces mêmes flics qui ont raflé les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, qui ont massacré des centaines d'Algériens en octobre 61 à Paris ou qui ont tué Malik Oussekine. Les flics sont le cœur de l'appareil de répression de l'Etat bourgeois; leur rôle n'est rien d'autre que de briser les grèves, terroriser les immigrés, charger les manifestations - et la jeunesse anti-CIP en a fait les frais. Les fascistes sont les bandes armées « illégales » du capital qui s'en sert pour maintenir l'« ordre » bourgeois - en écrasant le mouvement ouvrier, en appliquant leur programme de génocide anti-immigré et en détruisant y compris tous les éléments de démocratie - quand, en période de crise sociale et politique aiguë, ses bandes armées légales - la police - ne peuvent

plus le faire par des moyens « normaux »; mais, dès aujourd'hui, le capital les utilise comme force auxiliaire de répression antiouvrière et raciste. Nous avons comme mots d'ordre, notamment sur le dazibao que nous avons affiché sur la fac: « Aucune confiance dans la justice et la police de l'Etat bourgeois pour stopper les fascistes! Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent! »

Finalement, le 12 janvier, presque un mois après l'attaque, l'UNEF et l'UNEF-ID ont organisé une AG. Nous étions présents sur cette assemblée à laquelle assistaient les LCR/JCR-RED, les JCR-GR, le SCALP (tous avec le badge UNEF), Socialisme international (SI) et l'UEJF. Et, à la grande surprise des organisateurs, 400 étudiants étaient présents, et ce malgré tous les efforts qu'ils avaient fournis pour les convaincre que l'administration de la fac se chargerait de tout et que les vigiles les protégeraient. Mais la présidente de l'assemblée - membre de l'UNEF ou du SCALP, selon les jours - a commencé par donner la parole à un représentant de l'administration qui nous demandait de ne pas répondre à la violence par la violence (et pourquoi ne pas tendre l'autre joue pendant qu'on y est). Alors que l'UNEF voulait transformer l'AG en une série de témoignages sur les fascistes et qu'elle était dépassée par l'ampleur de cette AG où 400 étudiants voulaient se battre contre le GUD, l'UEJF a fait une tentative timide pour dire qu'il faudrait peut-être une manifestation étudiante pacifiste! Mais quand une de nos camarades a demandé ce que eux - qui se prétendent des dirigeants étudiants - avaient fait pour organiser cette mobilisation, l'intervenant de l'UEJF a répondu que c'était aux étudiants - c'est-à-dire en gros 3 000 personnes sur Saint-Hippolyte - de s'organiser tout seuls, et que là n'était pas le sujet du débat. Sur ce, SI est intervenu pour dire qu'il fallait organiser une manifestation sur Assas (local du GUD) pour faire pression afin que pendant les élections estudiantines, tout le monde vote pour l'UNEF-ID. Un étudiant lui fera remarquer, à juste titre, que l'UNEF-ID était déjà majoritaire sur Assas!

Nous sommes intervenus pour dire que la seule riposte à l'attaque du GUD était une mobilisation de front unique. C'est-à-dire une mobilisation avec les étudiants, les syndicats de personnel ATOSS et enseignant et toutes les organisations dans un cadre où chacun conservera une totale liberté d'exprimer ses perspectives, son programme et ses mots d'ordre. C'est cette action qui, seule, permettra de mettre les fascistes hors des facs. C'est ce que nous avons organisé sur Tolbiac, il y a deux ans, après l'attaque du GUD, et c'est ce qui a permis de défendre la fac et de virer les fascistes. *Marchons séparément, frappons ensemble!* De même, nous avons appelé à: « Vigiles et flics hors de l'AG! » (effectivement, l'AG en grouillait). Mais les organisateurs ont décidé de reporter l'AG dans le but de casser le mouvement qui prenait forme.

Une deuxième AG a eu lieu à Jussieu, le 17 janvier, avec seulement 50 personnes, pour la plupart des militants de l'UNEF, puisqu'il n'y avait eu aucun appel - certainement parce que l'UNEF

Pourquoi j'adhère au Groupe spartaciste

J'ai quitté la JC en 1994, démoralisée.

J'ai rencontré des militants du PC et de la JC très tôt dans ma famille et dans ma ville. Enfant, avec eux, je dessinais des colombes pour la paix, j'envoyais des livres pour des enfants de Cuba. C'est presque naturellement que j'ai adhéré à la JC à l'âge de 13 ans après qu'un camarade m'a dit que c'était une organisation qui ne faisait pas de politique.

Mais c'était politique! Et ça, je l'ai découvert seule, comme le programme du PC, car à la JC il n'y a aucune formation ni aucune information. Pourquoi ne pas nous avoir dit clairement pour quelles idées nous nous battions? Pourquoi ne pas nous avoir proposé la lecture des classiques de Marx et d'Engels? Pourquoi ne m'avoir même jamais parlé de Lénine et de Trotsky?

Ce n'est pas étonnant quand on découvre l'histoire du PC: les fronts po-

pulaires qui ont désarmé la classe ouvrière, les trahisons de 68, les bulldozers de Vitry, les expulsions de familles d'immigrés des municipalités PC... Et surtout la politique du « Produisons français » si proche des arguments de Le Pen et si loin de la politique révolutionnaire à laquelle j'aspire.

Je veux détruire le système capitaliste mondial, cette barrière au progrès de l'humanité. Quelques réformes ne changeront pas le fait qu'il est en place au profit d'une minorité. Je veux militer dans un parti réellement révolutionnaire, ayant un programme pour arrêter les fascistes, qui se fasse le tribunal des opprimés et surtout qui soit internationaliste et multiethnique.

C'est pourquoi je suis en accord avec le programme de la LTF, section française de la LCI, et j'accepte la discipline des Groupes de Jeunesse spartaciste.

Sandrine B.,
le 12 mars 1995

voulait être en mesure de casser le mouvement sans être à nouveau « dérangée » par 400 étudiants décidés à lutter contre les fascistes. Les mêmes organisations qu'à la première AG étaient présentes et développaient les mêmes positions. Encore une fois, notre appel à un front unique a été applaudi par les quelques étudiants non organisés présents. Mais le président de l'AG, membre de l'UNEF et dirigeant du SCALP, qui voulait clore le débat avant d'avoir décidé de quoi que ce soit, devant les protestations de la salle, a trouvé le moyen d'arrêter l'assemblée en agressant physiquement un de nos camarades... noir. Cette agression, à caractère raciste, avait clairement pour but à la fois de nous empêcher d'avancer notre perspective d'une mobilisation massive antifasciste et de casser le mouvement. Sans doute pour ces organisations, (prétendre) lutter contre les fascistes et attaquer un militant communiste noir ne sont pas incompatibles, mais une partie des étudiants a protesté contre cet acte et nous a défendus physiquement.

SI, après avoir participé au passage du mouvement, a appelé à une manifestation le 13 février, à la veille des élections universitaires sur Assas. Il appelait dans son tract à « une mobilisation massive étudiante pour voter [sic] contre les fascistes » pour leur faire « perdre leur local », et il a écrit : « Vrons-les [fascistes] » en « mobilisant tous les étudiants d'Assas pour construire l'UNEF-ID, à partir des élections de février » (*Socialisme International* n° 79, février). Comme si les bulletins de vote avaient jamais arrêté les commandos de nervis fascistes ! Le programme des fascistes s'applique dans les couloirs ou le hall de la fac dans des actions terroristes et non sur les bancs d'une assemblée ! Cette caricature de crétinisme « parlementaire » - étudiant - est purement criminelle. En appelant à se « mobiliser » (sic) pour voter en faveur de cette organisation paravent du PS qu'est l'UNEF-ID, SI n'a fait que dévoyer la lutte antifasciste au profit de ses propres petites magouilles à l'ombre des bureaucrates de ce « syndicat étudiant ».

SI n'a finalement fait qu'appliquer, sur la fac, son programme réformiste qui appelle à « lutter » contre les réactionnaires et les fascistes en votant pour la « gauche ». Mais la « gauche » comme toutes les autres alliances de collaboration de classes, qui enchaînent le prolé-

riat à la bourgeoisie, ne servent qu'à paralyser et démoraliser les travailleurs, et faire ainsi le lit de la pire réaction. C'est le règne mitterrandien qui a instauré les premiers charters, mis en place les restrictions au regroupement familial, ouvert des camps de concentration-rétention pour les « clandestins », exclu des jeunes d'origine maghrébine des lycées, donné le feu vert aux flics pour tirer sur les immigrés et leurs enfants. Et c'est bien Mitterrand et ses gouvernements « de gauche » qui ont ramené la droite revancharde au pouvoir et qui ont pavé la voie au FN. Face au réformisme de SI, nous avions comme mots d'ordre dans cette manifestation : « SI rabatteur de l'UNEF-ID ! Le vote n'est pas une arme antifasciste ! Mobilisation ouvrière/immigrée pour écraser les fascistes ! A bas la campagne raciste de Mitterrand-Balladur-Pasqua ! »

Sur cette manifestation, qui a rassemblé environ 300 personnes, les organisations soi-disant antifascistes, LCR/JCR-RED, JCR-GR, SCALP et l'UNEF en général ont montré leur « volonté de lutte »... en n'y participant pas ! Quant à l'UEJF, elle s'est contentée d'organiser un « service d'ordre » à Port-Royal, c'est-à-dire à l'arrivée de la manifestation. Mais là, aussi bien que dans les AG, l'UEJF n'a eu qu'une présence symbolique. Alors qu'il existe une communauté juive sur la fac de Saint-Hippolyte, l'UEJF n'a rien fait pour mobiliser, pas même les étudiants juifs.

L'UNEF et toutes les organisations d'« extrême gauche » ont tout fait pour saboter cette mobilisation antifasciste en liant les mains des étudiants qui avaient une réelle volonté de se défendre et de se battre contre la racaille fasciste, en les berçant d'illusions sur l'Etat bourgeois, sa « justice », ses flics, les élections, etc.

Quant à l'organisation pseudo-trotskyiste Lutte ouvrière (LO), elle a, encore une fois, montré sa couardise réformiste. A Rouen, elle a refusé de participer à la mobilisation du 20 février, après l'attaque du FNJ sur la fac, où les fascistes avaient blessé... un militant de LO. Finalement LO n'a fait que rester cohérente avec sa ligne qui veut que Le Pen ne soit pas un fasciste, mais un simple démagogue nationaliste. Bien pire encore, elle vient de « découvrir » - en pleine hystérie « anti-islamiste » raciste déclenchée par Pasqua

- des « fascistes » dans les banlieues... chez les jeunes issus de l'immigration maghrébine : « Les perspectives sociales et politiques qu'il [le foulard islamique] représente sont celles du FIS algérien ou des courants islamistes d'autres pays du monde, c'est-à-dire de mouvements fascistes qui encadrent des jeunes sous des prétextes divers » (*Lutte Ouvrière*, 14 octobre 1994). En joignant sa voix à la croisade « anti-islamiste » du gouvernement - et en allant jusqu'à organiser une contre-manifestation face aux jeunes qui se sont mobilisés pour défendre les jeunes filles exclues des lycées pour porter le foulard islamique - la direction de LO a capitulé devant sa propre bourgeoisie (lire notre article « L'extrême gauche et le foulard », le *Bolchévik* n° 131).

Pour combattre les fascistes, et pas seulement sur les facs, et pour les briser de façon décisive, il faut constituer le rapport de force nécessaire à une telle

confrontation. Seule la classe ouvrière, en se mettant à la tête de la jeunesse antiraciste, de toutes les victimes du fascisme et de tous les opprimés, a la puissance sociale d'écraser cette racaille. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées/jeunes pour écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent. Il faut pour cela une direction révolutionnaire qui dirige la lutte. Combattre le fascisme qu'engendre le capitalisme en putréfaction est indissociable de la lutte pour construire le parti révolutionnaire. La Ligue trotskyste, section française de la Ligue communiste internationale, et son groupe de jeunesse se battent pour construire ce parti, internationaliste, multi-ethnique et tribun de tous les opprimés, qui mènera le prolétariat à la révolution socialiste. Tu veux te battre contre le fascisme, tu veux te battre pour mettre fin à toute forme d'oppression, rejoins le Groupe de Jeunesse spartaciste. ■

A bas la censure contre Skyrock !

Nous reproduisons ci-dessous le dazibao que nous avons affiché sur la fac de Tolbiac, le 11 janvier, pour protester contre les sanctions que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avait infligées à la station de radio Skyrock.

A la suite de la plaisanterie antiflic lancée par un animateur de Skyrock, le CSA a immédiatement censuré la radio. Pendant ce temps, des dizaines de jeunes immigrés se font descendre par des racistes - pour une bonne partie en uniforme - sans que les radios ou la télé en parlent, et quand la presse daigne en parler, c'est à la rubrique des faits divers. En revanche quand un flic se fait descendre, cela fait toutes les premières pages des journaux et tout un tapage médiatique.

A travers la censure par le CSA, la

bourgeoisie passe clairement le message : « Les flics sont sacrés ! », « Quelconque ne prend pas le deuil à la mort d'un flic est un ennemi de l'Etat ! » En effet le rôle des flics est de faire le sale boulot de la bourgeoisie, à savoir briser les grèves, matraquer les immigrés et charger les manifestations.

Ces mêmes censeurs du CSA qui défendent les « forces de l'ordre » de la bourgeoisie soutiennent en toute logique l'ordre moral que l'Etat nous impose. C'est exactement ce que le CSA a fait en tentant de censurer Fun Radio qui salissait leurs chastes oreilles en parlant de ces « horribles choses » que sont le sexe, le plaisir, etc.

A travers Skyrock et Fun Radio, c'est la jeunesse que la bourgeoisie veut mettre au pas. A bas la censure de Skyrock ! ■

Tchéchénie...

Suite de la page 5

plus hardie et la plus révolutionnaire pour l'égalité complète et le droit à disposer d'elles-mêmes de toutes les nations opprimées par les Grands-Russes » (« De la fierté nationale des Grands-Russes », *Oeuvres*, tome 21, décembre 1914). Ces principes internationalistes furent incorporés dans l'Etat ouvrier fédéré soviétique qui a émergé de la révolution d'Octobre 1917, qui avait également prévu diverses formes d'autonomie régionale et les droits culturels et linguistiques pour les peuples encore au stade prénational à qui manquaient les bases d'une économie politique séparée.

Cependant, la défaite de la révolution prolétarienne dans le reste de l'Europe, principalement en Allemagne, et l'encerclement impérialiste de la Russie soviétique qui en a résulté ont conduit à la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier sous le régime bonapartiste de Joseph Staline et de ses héritiers. La résurgence du chauvinisme grand-russe encouragé par la bureaucratie stalinienne a miné les fondements politiques de l'Union soviétique et a provoqué, en réaction, le nationalisme antisoviétique parmi les élites non russes de l'URSS. Les bases étaient ainsi jetées pour la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, qui à son tour a encore plus obscurci et fragmenté l'organisation et la conscience des classes ouvriè-

res concernées.

Les principes du socialisme prolétarien sont fondamentalement antagoniques au nationalisme bourgeois sous toutes ses formes. Nous nous opposons non seulement au chauvinisme grand-russe aux visées impériales d'Eltine et Cie, mais également au nationalisme tchéchéne de l'homme fort Doudaev de même qu'à l'intégrisme islamique qu'il cherche à promouvoir, notamment en se servant de troupes entraînées par les moudjahidines afghans. Nous sommes pour une opposition de classe à l'agression russe en Tchétchénie, pour une action organisée de la classe ouvrière contre cette agression. La défense du peuple tchéchéne est dans l'intérêt de la classe ouvrière multinationale de Russie ! En tant qu'internationalistes prolétariens, nous insistons sur le droit de la Tchétchénie à décider de son propre sort, tout en reconnaissant que l'indépendance intensifiera inévitablement la campagne pour expulser les Tchétchénes (et les autres peuples caucasiens) de Moscou et des autres villes russes.

Aujourd'hui, les peuples du Caucase - une mosaïque de groupes ethniques et linguistiques - sont de nouveau confrontés à une Russie qui poursuit des aspirations impérialistes cherchant à contrôler la richesse et les frontières de la région, tandis que les forces nationales locales, bourgeoises et petites-bourgeoises, tentent de s'enrichir en passant des accords avec des parrains impérialistes concurrents. Un mouvement ouvrier révolution-

naire, internationaliste, luttant pour une économie démocratiquement planifiée et égalitaire et pour une réelle égalité entre les peuples de cette région pourra rallier les masses travailleuses de tous les peuples caucasiens afin de surmonter les conflits nationaux fratricides qui font rage. Un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste authentiquement communiste doit être forgé dans un combat acharné contre toutes les variantes du nationalisme, et en particulier contre le chauvinisme de l'opresseur grand-russe.

Bas les pattes devant la Tchétchénie !

Pour la défaite de l'invasion russe !

Défense des minorités nationales contre l'oppression et les discriminations ! Pour le droit de la Tchétchénie à décider de son propre sort !

Pour une action unie de la classe ouvrière contre le régime d'Eltine de paupérisation capitaliste et de chauvinisme grand-russe !

Luttons pour la révolution socialiste dans tous les territoires de l'ex-URSS !

- Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)
Moscou, 10 janvier 1995

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Belgique : 150 FB — Canada : 12 \$ — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Rejoignez la campagne internationale pour arracher Jamal à la mort!

Devant l'accélération des exécutions de condamnés à mort aux Etats-Unis, les adversaires de la peine capitale, raciste et barbare, se mobilisent dans le monde entier pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal (lire notre article en dernière page). Des syndicalistes, des militants de gauche, beaucoup de jeunes qui veulent se battre contre la terreur raciste ont répondu aux appels pressants du Partisan Defense Committee (PDC - l'organisation de défense légale et sociale associée à nos camarades de la Spartacist League/US) et de ses organisations sœurs dans les autres pays pour organiser des actions de front unique en défense de Jamal.

Jamal est un prisonnier de classe. Et c'est cette solidarité de classe qui s'est exprimée dans le large soutien syndical qu'il a obtenu aux Etats-Unis et dans le monde entier. Mais pour l'arracher à la mort, il faut continuer à mobiliser des forces toujours plus importantes. La lutte pour le sauver nécessite de mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière.

Aux Etats-Unis, la défense de Jamal est devenue le point de ralliement de ceux qui veulent lutter contre la réaction sociale et raciste en train de déferler sur le pays après la victoire de la droite républicaine aux élections de novembre. Pour retrouver un tel climat réactionnaire, il faut remonter aux années 1920 lorsque le Ku Klux Klan se développait, que le mouvement syndical était décimé et que les ouvriers anarchistes Sacco et Vanzetti étaient exécutés. Ce que veut aujourd'hui la bourgeoisie américaine, c'est revenir sur les acquis minimums arrachés par des luttes sociales acharnées, par le mouvement pour les droits civiques, le mouvement contre la guerre du Vietnam et celui pour la libération des femmes.

C'est pourquoi sur les campus étudiants, auprès des syndicalistes et des organisations des communautés opprimées, la campagne du PDC pour sauver Jamal a rencontré un large écho. Leonard Weinglass, l'avocat de Jamal, lors d'un meeting pour sa défense qui s'est tenu à New York le 11 février, a déclaré : « *La prison a reçu tellement de fax en défense de Jamal que ça a mis son système en panne.* »

Dans tout le pays, ont eu lieu de nombreuses manifestations et forums en défense de Jamal. Dès le jour de l'entrée en fonction du nouveau gouverneur Ridge, le 17 janvier, un rassemblement de 250 personnes se tenait à Harrisburg, où se déroulait la cérémonie d'intronisation. Ce rassemblement, auquel a participé le PDC, était appelé par plusieurs organisations - l'International Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal, Equal Justice USA, Refuse and Resist.

Dans d'autres villes, à l'appel du PDC, se sont tenus plusieurs rassemblements et manifestations, à Oakland, Boston, Chicago, Washington, Atlanta. De nombreux jeunes se sont reconnus et engagés dans ce combat. Ils ont fait connaître autour d'eux le cas de Jamal, récolté pétitions et dons financiers et participé activement aux forums organisés par les Spartacus Youth Clubs (les groupes de Jeunesse de la SL/US) dans plusieurs universités comme Berkeley (sur la côte Ouest), Boston ou l'université de Georgie dans le Sud traditionnellement plus réactionnaire.

A New York, le 11 février, plus de 400 personnes sont venues exprimer leur opposition à la peine de mort (qui vient d'être réinstaurée dans l'Etat de New York) et leur détermination à empêcher le lynchage judiciaire de ce courageux

militant noir qui a osé défier le système de terreur raciste imposé par la bourgeoisie américaine à la population noire et aux autres minorités ethniques de ce pays.

La classe ouvrière américaine, et en particulier sa composante noire, est en butte aux attaques virulentes de la bourgeoisie qui veut lui interdire tout futur, à elle aussi bien qu'à ses enfants. En voulant assassiner Jamal, c'est un sinistre avertissement qu'elle donne à tous les opprimés. C'est pourquoi cette cause a été reprise si largement par de nombreux syndicats et syndicalistes dans tout le pays. A Chicago et Oakland, les rassemblements ont eu lieu dans des locaux syndicaux. Dans plusieurs villes, des syndicats représentant des milliers de travailleurs de divers secteurs - transports, communications, hôpitaux, employés municipaux, enseignants, travailleurs sociaux - ont envoyé des représentants pour prendre la parole dans ces meetings. Dans les débats, la défense de Jamal s'est

les immigrés et leurs familles ; la peine de mort abrogée en 1981, et que les réactionnaires et les fascistes veulent réinstaurer, est appliquée de fait dans la rue. On ne compte plus les jeunes issus de l'immigration abattus par des flics et dont les assassins sont remis en liberté par la « justice » bourgeoise. Dans ce pays aussi, les patrons veulent faire payer la crise économique de leur propre système à la classe ouvrière en s'attaquant à tous les acquis. C'est pourquoi la campagne du PDC, relayée en France par son organisation sœur, le Comité de défense sociale (CDDS - l'organisation de défense légale et sociale associée à la Ligue trotskyste), a rencontré un écho significatif.

Déjà en 1990, plusieurs personnalités, syndicats et organisations (parmi lesquels on peut citer la CGT, la Commission épiscopale Justice et Paix, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et des exécutions capitales) avaient répondu à l'appel du CDDS en envoyant pétitions et lettres au gouverneur de Pennsylvanie

de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes (FNDIRP) et représentant de la Fédération internationale des résistants (FIR) auprès de l'UNESCO, des journalistes comme Frédéric Pottecher, des intellectuels comme Gilles Perrault, Hélène Parmelin, Georges Labica, Denis Langlois, Pierre Bourdieu, Jacques Gernet, des scientifiques comme Albert Jacquard, Léon Schwartzenberg, Théodore Monod ou encore des chanteurs comme Jacques Higelin et Colette Magny.

De même qu'aux Etats-Unis et partout dans le monde, de nombreux syndicalistes, conscients qu'« *une attaque contre un est une attaque contre tous* », ont tenu à exprimer leur soutien à la campagne pour sauver le prisonnier de classe Mumia Abu-Jamal. Parmi ces syndicats, on peut citer la fédération Ile de France de la CGT, le syndicat CGT et le syndicat Démocratie ouvrière de Renault-CKD (dans la région rouennaise), le syndicat national CGT des correcteurs, le syndicat

New York, 11 février - Le rassemblement de front unique attirera une assistance multiethnique d'opposants à la peine de mort, dont des syndicalistes, des socialistes et des étudiants.



élargie aux autres questions cruciales pour la classe ouvrière et les opprimés de ce pays, en particulier la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire multiracial et les relations entre le mouvement ouvrier, les pauvres, les minorités et le Parti démocrate, parti du grand capital qui pose à l'« ami des opprimés et des travailleurs ».

Comme le soulignaient nos camarades de la Spartacist League engagés dans la campagne, « *les actions de front unique autour du cas de Mumia Abu-Jamal peuvent être le catalyseur du type de débat ouvert et de luttes combatives nécessaires pour s'opposer à la guerre menée contre les Noirs, les immigrés, les travailleurs, les femmes et tous les opprimés. Les centaines de syndicats et d'organisations communautaires, les milliers d'activistes qui ont pris activement part à cette campagne ne sont qu'un début. En combattant contre le "lynchage judiciaire" de Jamal, nous porterons un coup à tout le système d'oppression et d'exploitation capitaliste* » (Workers Vanguard n° 617).

La campagne internationale pour sauver Jamal

La terreur raciste, la barbarie et l'injustice engendrées par le capitalisme frappent les travailleurs et les opprimés du monde entier. En France, les divers gouvernements Mitterrand au service de la bourgeoisie depuis quatorze ans mènent une guerre raciste sans merci contre

de l'époque. Aujourd'hui, l'urgence de la menace qui pèse sur Jamal et la vague réactionnaire qui écrase chaque jour un peu plus la classe ouvrière et tous les opprimés ont amené d'autres syndicalistes, organisations, jeunes à rejoindre ce combat.

Plusieurs journaux, l'Humanité, l'Humanité dimanche, Politis, Témoignage chrétien ont consacré des articles à la défense de Jamal. La campagne a pu connaître une audience plus large grâce aussi à l'invitation qui nous a été faite par deux radios de la région parisienne, Fréquence Paris-Plurielle et Radio libertaire, pour participer à des émissions sur Jamal. Des pétitions et des demandes de documents sur le cas de Jamal nous sont parvenues de plusieurs régions. L'Organisation communiste marxiste-léniniste (OCML-Voie prolétarienne) s'est associée elle aussi à la campagne, publiant à cette occasion dans son journal Partisan (n° 96) une lettre de Joëlle Aubron, membre d'Action directe et prisonnière politique en France, qui soutient Jamal.

Des personnalités très diverses ont manifesté leur soutien en envoyant des lettres au gouverneur Ridge ou en signant la pétition. Parmi elles, on peut citer : Henri Bangou, sénateur de Guadeloupe (apparenté au groupe PC), Charles Lederman, sénateur PCF, André Gérin, député-maire PCF de Vénissieux, Colette Privat, maire PCF, Robert Pages, sénateur PCF de Seine-Maritime, Roger Maria, président de l'Association de Paris

général CGT des ouvriers dockers et assimilés de Marseille-Est (les dockers CGT de Marseille-Fos avaient déjà organisé une action de classe contre la guerre du Golfe, le 10 février 1991). Dans sa lettre adressée à Ridge, ce syndicat déclare : « *Nous sommes déterminés à sauver la vie de Mumia Abu-Jamal [...]. On condamne aujourd'hui un homme à mort car il a eu le courage de dire non à la barbarie et à la cruauté arbitraire - mais surtout au racisme contre les Noirs et les pauvres [...]. Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir.* »

La jeunesse multiethnique de ce pays subit de plein fouet la terreur raciste, le chômage, la répression et la misère. Sa révolte, qui fait trembler la bourgeoisie, et sa détermination à lutter pour son avenir se sont exprimées à plusieurs reprises, depuis les manifestations anti-CIP du printemps dernier jusqu'aux dernières manifestations étudiantes où plusieurs centaines de jeunes descendus dans la rue scandaient : « *Une seule solution, c'est la révolution!* » Plusieurs jeunes se sont aussi engagés activement dans le combat pour sauver Jamal parce qu'ils ont vu dans l'injustice et la barbarie dont il est victime le symbole de ce contre quoi ils veulent se battre ici. Parmi eux, on compte des étudiants africains, des jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine, dont plusieurs jeunes femmes. Sur des campus de la région parisienne, la projection de la vidéo *From Death Row, this is Mumia Abu-Jamal* [Du

Suite page 12



COC Productions

Du « couloir de la mort », ici Mumia Abu-Jamal

La déclaration reproduite ci-dessous, rédigée par Jamal à l'occasion de la campagne internationale, a été lue aux divers rassemblements qui se sont tenus dans le monde pour l'arracher à la mort.

Depuis de longues années, j'ai franchi des montagnes de terreur, j'ai traversé des rivières de répression, mais dans les profondeurs de la vallée de l'ombre de la mort, j'ai survécu pour vous apporter mon salut, avec le même esprit de révolte. ONA MOVE!

Mes paroles vous parviennent depuis le nouvel enfer immaculé et rutilant de Pennsylvanie. Cette prison de haute sécurité est un édifice entièrement politique, érigé uniquement pour conjurer la peur de ceux qui, depuis des

années, se repaissent du sang et de la misère des faibles et des pauvres. C'est la nouvelle mode, la dernière mode pénitentiaire; mais je vous demande, à vous qui vivez dans l'illusion de leur soi-disant liberté, est-ce que vous vous sentez plus en sécurité maintenant?

Aujourd'hui où les classes dirigeantes de l'Amérique retournent à grands pas vers un nouvel âge des ténèbres, le poids de la répression, à chaque heure qui passe, se fait sentir plus durement. Mais avec l'intensification de la répression, la résistance doit elle aussi s'intensifier. Les prières collectives ne suffisent pas. Les promenades nocturnes à la lueur des bougies ne suffisent pas. Les appels solennels à la pitié adressés au gouvernement ne suffisent pas.

Il est temps de passer à l'action directe. Aux actions de masse. A l'action concertée de tous ceux, nombreux, dont le silence, produit de la crainte, est perçu comme un silence approbateur. Comme nos aïeux, comme nos proches, nous devons nous battre pour chaque pouce de terrain gagné. La vague répressive qui déferle sur ce pays ne sera pas arrêtée par de bons sentiments; elle sera arrêtée par une contre-vague, faite de gens déterminés, qui savent ce qu'ils veulent. J'espère que vous en ferez partie.

Depuis le quartier des condamnés à mort, je vous adresse mes remerciements et mon salut. ONA MOVE!
VIVE JOHN AFRICA!

- 9 février 1995

Sauvons Jamal...

Suite de la page 16

qui protestaient contre le niveau misérable de l'enseignement dispensé dans les écoles ségréguées de Philadelphie. 57 jeunes furent arrêtés, et 22 grièvement blessés. Parmi ceux qui se battaient pour rebaptiser « Malcolm X » le lycée Benjamin Franklin, il y avait Mumia Abu-Jamal, alors âgé de treize ans.

En 1968, Jamal fut passé à tabac et arrêté par les flics en civil de Rizzo pour avoir manifesté contre un meeting électoral du candidat à la présidence George Wallace, apôtre de la « ségrégation pour toujours ». En septembre 1969, les flics de Rizzo investissaient et mettaient à sac les locaux du BPP. Mumia Abu-Jamal, cofondateur de la section locale du BPP et alors âgé de quinze ans, figurait parmi les personnes arrêtées. Le 14 décembre de la même année, les flics armés encerclèrent l'église dans laquelle 1 000 personnes rendaient hommage au dirigeant des Black Panthers Fred Hampton, assassiné dix jours plus tôt dans son lit par les flics de Chicago et le FBI. Jamal fut le premier à prendre la parole au cours de cette cérémonie, à laquelle les journaux de Philadelphie consacraient de nombreux articles. Trois semaines plus tard, il figurait en bonne place dans un article sur les Black Panthers publié en première page du *Philadelphia Inquirer*, le principal journal local.

En coordination avec le FBI et sa meurtrière opération COINTELPRO contre le mouvement noir (qui coûta la vie à 38 membres du BPP), Rizzo et sa police avaient établi des dossiers sur 18 000 personnes et 600 organisations. Cette campagne de terreur policière atteignit son point culminant avec le tristement célèbre raid d'août 1970 contre le local des Panthers, raid au cours duquel les membres du BPP furent alignés contre le mur et contraints de se déshabiller sous le regard des journalistes. Rizzo devint le héros des excités de l'« ordre » raciste.

Jamal ne pouvait échapper à l'attention de Rizzo. Il était parmi les journalistes qui couvrirent la conférence de presse donnée par Rizzo après le siège de la maison de la communauté MOVE, en 1978, par plusieurs centaines de flics armés jusqu'aux dents. Rizzo accusa la « nouvelle race de journalistes » d'être responsables de la mort d'un flic et lança cette menace: « Ils croient ce que vous écrivez, ce que vous dites. Et cela doit cesser. Et un jour - et j'espère que ce sera pendant ma carrière - vous serez tenus pour responsables de ce que vous faites, et vous en répondez. »

L'occasion pour l'Etat de « régler ses comptes » se présenta trois ans plus tard, le 9 décembre 1981, quand Jamal reçut dans le ventre une balle tirée par un flic et fut victime d'un coup monté et con-

damné à mort.

Halte au lynchage judiciaire raciste!

Comme l'écrivait Jamal dans la prestigieuse revue *Yale Law Journal*, « dans le quartier des condamnés à mort, vous trouverez un monde plus noir. Les Afro-Américains, qui ne représentent que 12 % de la population du pays, constituent environ 40 % des condamnés à mort. » Plus de 80 % des condamnés à mort de Philadelphie sont noirs et environ un tiers d'entre eux l'ont été... par le juge Sabo.

A la brutale réalité du chômage endémique, de la pauvreté et de la croissance vertigineuse du nombre des sans-abri, les dirigeants de la société américaine ne proposent comme solution que davantage de répression. Les écoles sont en ruines - construisons plus de prisons. Les usines ferment - supprimons les prestations sociales et recrutons plus de flics: Le taux de chômage chez les jeunes hommes noirs est de 60 % - jetons-les dans des camps de redressement. Pénurie de logements - déclarons la « guerre à la drogue », pour faire des descentes dans les HLM et jeter à la rue des familles entières.

Avec 1 500 000 personnes derrière les barreaux, les Etats-Unis sont de loin la plus grande prison du monde; le pourcentage de Noirs incarcérés atteint un niveau qui aurait fait rêver les dirigeants de l'apartheid sud-africain. Plus de 25 % des jeunes hommes noirs sont sous la

« tutelle » d'un système de « justice » en réalité injuste et criminel.

La peine capitale, c'est le meurtre raciste institutionnalisé. C'est l'héritage de l'esclavage - le lynchage judiciaire; c'est perpétuer l'idéologie qui proclamait que les Noirs ne sont pas des êtres humains et qu'ils peuvent être tués en toute impunité. Les exécutions perpétrées par l'Etat sont un acte social destiné à intimider et réprimer une population entière. La peine de mort, appliquée aujourd'hui par la machinerie impitoyable de l'Etat capitaliste moderne, se rattache à la tradition séculaire de la torture.

En 1987, la Cour suprême des Etats-Unis a reconnu le caractère racialement discriminatoire de l'application de la peine de mort, mais en prétendant que cela n'avait pas d'importance: « Poussé à sa conclusion logique, [cet argument] remettrait gravement en question les principes sur lesquels repose notre système de justice pénale. » La Cour suprême réaffirme ainsi le principe énoncé par le juge Roger Taney dans l'affaire Dred Scott en 1857: les Noirs « n'ont aucun droit que l'homme blanc soit tenu de respecter ».

La peine de mort raciste va de pair avec la terreur extra-légale du Ku Klux Klan et les exécutions sommaires perpétrées par les flics dans les rues, pour maintenir les Noirs « à leur place ». La lutte pour l'abolition de la peine de mort est partie intégrante de la lutte historique pour l'égalité des Noirs en Amérique et

en nous battant pour Jamal, nous porterons un coup à tout l'appareil de la répression capitaliste raciste.

La campagne pour le sauver est à une étape critique. Ses avocats, sous la direction de Leonard Weinglass et avec le concours du Legal Defense Fund du NAACP, une des plus importantes organisations antiracistes américaines, sont en train d'engager une procédure pour obtenir un nouveau procès auprès des tribunaux de Pennsylvanie. Même si nous utilisons toutes les ressources légales à notre disposition pour sauver la vie de Jamal, les partisans de l'abolition de la peine de mort ne peuvent pas s'attendre à ce que justice soit rendue dans les tribunaux capitalistes. Nous devons nous appuyer sur la mobilisation de puissantes forces sociales pour le sauver. Dans les années 1930, des manifestations ouvrières à Berlin, à Paris et dans d'autres villes d'Europe, ainsi que dans tous les Etats-Unis, jouèrent un rôle crucial pour empêcher le lynchage judiciaire des Scottsboro Boys, neuf jeunes Noirs accusés à tort d'avoir violé deux femmes blanches.

Faites connaître l'affaire Mumia Abu-Jamal, la « voix des sans-voix » que la police veut réduire au silence. Faites-en un cri de ralliement contre la peine de mort raciste. Faites entendre votre voix et mobilisez autour de vous, dans votre syndicat, votre organisation, votre association, pour exiger: Jamal ne doit pas mourir! Sauvons Mumia Abu-Jamal! Abolition de la peine de mort!

Déclaration des fils d'Ethel et Julius Rosenberg

La déclaration suivante de Michael et Robert Meeropol, fils d'Ethel et Julius Rosenberg, a été lue à Paris, le 21 février, et dans d'autres rassemblements qui se sont tenus pour sauver Jamal.

En juin 1953, nos parents, Ethel et Julius Rosenberg, étaient exécutés par le gouvernement des Etats-Unis. Ils étaient officiellement accusés d'association de malfaiteurs à des fins d'espionnage. L'accusation dans la conscience du public, et l'accusation que le juge ainsi que le président Eisenhower avaient utilisée pour justifier la peine de mort, était qu'ils avaient volé le secret de la bombe atomique et mis en danger la survie même de notre nation. Nous savons maintenant que cette accusation était totalement infondée, et le FBI et les procureurs qui ont porté cette accusation savaient qu'elle était infondée. C'est une maigre consolation, parce que nos parents sont « de façon certaine morts » depuis des années.

Même à l'époque de leur exécution, quand l'Amérique était en proie à l'hystérie maccarthyste de la Guerre froide, il était clair pour tout le monde que le procès de nos parents

était d'abord et avant tout une affaire POLITIQUE. Eux-mêmes savaient qu'ils étaient des PRISONNIERS POLITIQUES.

Depuis vingt ans, nous nous battons pour rétablir publiquement la vérité sur la machination dont nos parents ont été victimes. Quand nous avons commencé à élever la voix, nombreux sont les gens qui nous ont posé avec inquiétude cette question: « Cela pourrait-il se produire à nouveau? »

Nous sommes rassemblés ici ce soir parce que, pour la première fois depuis l'exécution de nos parents, un prisonnier politique se retrouve dans le quartier des condamnés à mort. Ne vous y trompez pas. La peine capitale a été prononcée dans cette affaire à cause des opinions POLITIQUES de Mumia Abu-Jamal. Ne vous y trompez pas, le système judiciaire écarte d'un revers de main toutes les preuves de la violation des règles commises par l'accusation et les autres dénis des droits de la défense, à cause des opinions POLITIQUES de Mumia Abu-Jamal. Ne vous y trompez pas, la réponse à la question de savoir si quelque chose ressemblant à ce qui est arrivé à nos parents pourrait se produire à nouveau est un OUI haineux, prononcé par la Cour suprême et le nouveau gouverneur du territoire de Pennsylvanie.

Nos parents ont presque été sauvés par la mobilisation de milliers d'Américains. Mumia peut encore être sauvé si nous ne ménageons pas nos efforts pour faire connaître cette affaire spécifique et aussi la manière terrible dont la peine de mort est utilisée comme arme ultime contre les opposants politiques au statu quo - à la fois pour tuer les plus dangereux et faire peur aux autres. Nous ne devons pas avoir peur. Nous ne devons pas avoir peur de défendre Mumia. Nous devons faire en sorte qu'AUCUN PRISONNIER POLITIQUE AMERICAIN ne connaisse le sort d'Ethel et Julius Rosenberg.

Socialisme international et le voile

Les sociaux-démocrates du « troisième camp » à la traîne des islamistes

La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique a provoqué une sérieuse désorientation au sein des organisations soi-disant de gauche. Beaucoup d'entre elles, sous la pression de la guerre froide, avaient déjà avalé l'antisoviétisme impérialiste, utilisant comme excuse la dégénérescence bureaucratique de la Révolution russe sous le régime stalinien. Mais peu pouvaient rivaliser avec la stalinophobie enragée de la tendance internationale dirigée par Tony Cliff, qui est basée en Grande-Bretagne sur le Socialist Workers Party (SWP) et qui a pour organisation en France Socialisme international (SI). Les cliffistes avaient salué l'arrivée au pouvoir de la contre-révolution d'Eltsine rien moins que comme « la Révolution russe de 1991 » ! Aujourd'hui qu'ils n'ont plus pour boussole la haine pour ce que les impérialistes appelaient l'« empire du mal », ils sont sous l'emprise d'un engouement étrange pour les intégristes islamiques. Leur section américaine, l'International Socialist Organization (ISO), s'est mise à appeler à des meetings avec des titres comme : « L'intégrisme islamique : anti-impérialiste ou réactionnaire ? » Le tract d'appel d'un meeting d'ISO du 22 novembre dernier à Berkeley déclarait : « L'islamisme [...] doit être transformé en une perspective socialiste révolutionnaire indépendante. »

Pendant des dizaines d'années, la carte de visite de l'organisation social-démocrate de Cliff a consisté en une description de l'Union soviétique comme « capitaliste d'Etat ». Depuis la guerre de Corée de 1950-53, cette « théorie » inepte lui a servi de justification pour s'aligner (d'abord de façon voilée, puis ouvertement) sur l'impérialisme contre l'URSS et tout Etat qu'elle considérait comme un « satellite » de l'Union soviétique. Depuis les moudjahidines archiréactionnaires en Afghanistan (qui assassinaient les enseignants parce que ces « infidèles communistes » apprenaient à lire aux petites filles), jusqu'à Solidarnosc en Pologne (ce « syndicat »-maison de la CIA et du Vatican), aucun mouvement antisoviétique n'était trop rétrograde pour le soutien enthousiaste de Cliff et Cie. Aujourd'hui, les cliffistes se sont joints à la mafia *gusano* de Miami pour saluer une émeute contre-révolutionnaire à Cuba (*Socialist Worker*, septembre 1994). Mais, même pour ces gens dont le fonds de commerce consistait à vitupérer contre le « totalitarisme soviétique », il est difficile de s'exciter contre la « menace » que représenteraient Fidel Castro et la dynastie Kim en Corée du Nord.

De concert avec la rengaine bourgeoise sur la soi-disant « mort du communisme », les cliffistes canadiens ont tenu il y a quelques années un « débat » intitulé : « Après le communisme, que reste-t-il au socialisme ? » Ils donnent maintenant la réponse. Se retrouvant à la dérive dans le « nouvel ordre mondial » de l'impérialisme, ces opportunistes se sont mis à la remorque des intégristes islamiques réactionnaires, comme ceux qui en Algérie assassinent les femmes non voilées, les étrangers et tous ceux en qui ils voient des représentants de la culture moderne. Dans le numéro d'automne 1994 de leur revue *International Socialism*, figure un long article écrit par le « théoricien » du SWP Chris Harman sur « Le prophète et le prolétariat » avec une couverture verte et des lettres de type arabe, et reproduit par Socialisme international dans une

brochure intitulée « Islamisme et révolution ». Pendant ce temps, le journal du SWP *Socialist Worker* (20 août 1994) proclame que « les islamistes ont maintenant remplacé les socialistes et la gauche en termes d'être en première ligne contre l'Etat dans de nombreux pays. »

Après plusieurs mois de silence des cliffistes sur Taslima Nasreen, on a pu dénicher en janvier dans leur journal français, *Socialisme International*, un (minuscule) article intitulé « Taslima Nasreen : Illusions » qui se prononce pour sa défense. Mais ledit article, outre qu'il dirige l'essentiel de son tir contre les « positions que défend l'écrivain », se

en dépit de leur rhétorique populiste, de leur dénonciation du « grand Satan » occidental et de quelques invectives occasionnelles contre le FMI – dans le but de se gagner un soutien auprès des masses désespérément paupérisées, de Téhéran à Alger –, les intégristes islamiques sont fermement déterminés à préserver l'exploitation capitaliste. Tout en émailant son texte de quelques réserves, Harman se fait de plus en plus enthousiaste, atteignant un paroxysme quand il écrit de l'« *intelligentsia islamique qui gravitait autour de Khomeiny en Iran* » : « Contrairement à ce que beaucoup de commentateurs de gauche ont cru à tort, cette intelli-

à la fois de l'absence d'alternative communiste et de l'impasse manifeste du nationalisme.

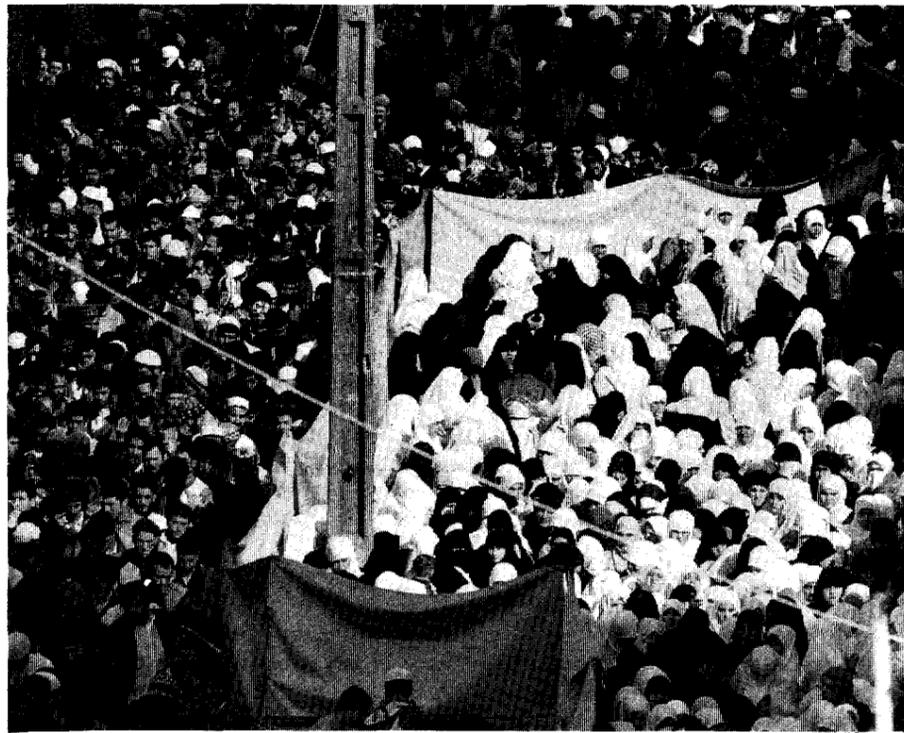
On peut voir cela très clairement parmi les Palestiniens et en Algérie. Les nationalistes de l'OLP agissent aujourd'hui comme les sbires meurtriers de la tyrannie sioniste, poussant les masses palestiniennes historiquement laïques dans les bras des intégristes du Hamas. L'Algérie a gagné sa guerre d'indépendance contre la France, mais cette victoire anticoloniale n'a diminué que de façon très limitée le poids de l'exploitation et de l'oppression sociale des masses, qui cherchent aujourd'hui une réponse du côté de l'intégrisme.

De l'Iran à l'Afghanistan...

La fascination des cliffistes pour l'« islamisme » est la répétition de la capitulation désastreuse de la gauche et de l'extrême gauche opportuniste devant les mollahs réactionnaires qui sont arrivés au pouvoir en Iran il y a quinze ans. La victoire de Khomeiny a conduit à l'exécution de milliers de militants de gauche, de Kurdes, de femmes, d'homosexuels et de tout opposant au régime théocratique. Harman débute son article par une polémique contre le journal *New Left Review* de Fred Halliday pour avoir défendu la perspective d'un bloc avec la bourgeoisie libérale en Iran et s'être opposé à un soutien de la gauche à Khomeiny. Halliday explique que la gauche aurait dû « se prononcer d'une façon ferme et unifiée contre les forces cléricales et pour une alliance avec les "libéraux" » autour de Bakhtiar, premier ministre après le renversement du chah, qui fut rapidement limogé par les partisans de Khomeiny (« *The Iranian Revolution and its Implications* », *New Left Review*, novembre-décembre 1987). Halliday est une cible facile, car durant la guerre du Golfe il s'était prononcé en faveur de l'agression impérialiste contre l'Irak !

En s'attaquant à ce « social-impérialiste » avéré, l'article d'*International Socialism* prend une allure pseudo-« radicale » : « Le régime islamique en Iran domine les débats sur le nouveau islamisme, de la même manière que le bilan du stalinisme domine les débats sur le socialisme. Et bien souvent, même à gauche, les conclusions qui en sont tirées sont identiques. Les islamistes sont considérés, tout comme les staliniens autrefois, comme la plus dangereuse de toutes les forces politiques, capables d'imposer un totalitarisme qui empêchera tout futur développement progressiste. » Mais alors que Harman prétend argumenter contre ceux qui, comme Halliday, présentent le régime iranien des mollahs comme un « islam à visage fasciste » et contre ceux qui considèrent « les mouvements islamistes comme des mouvements "progressistes" », les positions des cliffistes les situent en fait clairement dans la seconde catégorie. A l'époque de la victoire de Khomeiny, les cliffistes ont écrit des articles élogieux sur le « mouvement de masse » des mollahs avec des titres comme « La forme : religieuse – L'esprit : révolution ! »

Le soutien criminel que des militants de gauche ont, de par le monde, accordé aux intégristes réactionnaires iraniens a été une trahison monstrueuse. A l'opposé, la Ligue communiste internationale (alors tendance spartaciste internationale) mettait en avant un programme pour la



Abbas/Magnum

Prière dans le fief islamiste du quartier de Kouba, à Alger

garde bien de même mentionner que ce courageux écrivain bangladais a été condamnée à mort par les cléricaux islamistes qui ont jugé son combat contre les préjugés antifemmes et ses dénonciations des chauvins musulmans et hindous au Bangladesh et en Inde comme un affront à leurs « sentiments religieux » (lire le *Bolchévik* n° 130, septembre-octobre 1994) ! Cette falsification grossière et cette « défense », aussi timide qu'hypocrite, sont significatives : les cliffistes n'avaient pas hésité à défendre Salman Rushdie clairement contre la *fatwa* [décret de mort religieux] lancée par l'ayatollah Khomeiny en 1989 et avaient même très tôt publié dans leur presse britannique une interview de Rushdie. Mais pour ces gens, qui ont fait une carrière de « socialistes du département d'Etat », la réticence vis-à-vis de Nasreen et l'engouement actuel pour l'intégrisme islamique s'accordent bien avec la position qui domine actuellement chez les impérialistes (et que partagent des pans de la social-démocratie d'Europe occidentale) comme quoi, de l'Iran à l'Algérie, on peut « s'entendre » avec les intégristes « modérés ».

L'article de Harman « Le prophète et le prolétariat » est entièrement consacré aux « contradictions de l'islamisme ». Il traite des « mouvements de masse » intégristes islamiques comme de formations nationalistes petites-bourgeoises radicales, qui « ont repris à leur compte des slogans anti-impérialistes et ont entrepris des actions anti-impérialistes ». Mais

gentsia n'était pas simplement l'expression d'un "capitalisme marchand", "parasite", traditionnellement centré sur le bazar et "attardé". Elle n'était pas non plus l'expression de la contre-révolution bourgeoise classique. Elle entreprenait une réorganisation révolutionnaire de la propriété et du contrôle du capital en Iran, tout en gardant intacts les rapports de production capitalistes. » Un vrai tour de force en effet !

Pour les cliffistes, l'Iran participe à un courant d'« islamisme » radical, « anti-impérialiste » et même « révolutionnaire », dans tout le monde musulman. Ainsi, le SWP britannique écrit-il : « La révolution iranienne de 1979, qui a rapidement été confisquée par les mollahs, la résistance populaire afghane à l'invasion soviétique, l'Intifada palestinienne, qui a été de plus en plus influencée par les intégristes, tout cela a contribué à une renaissance du sentiment anti-impérialiste, à travers le filtre de la religion, parmi les larges masses nord-africaines » (*Socialist Review*, février 1992). Ce n'est pas tant une expression d'« anti-impérialisme », comme voudraient le faire croire les cliffistes, mais une expression de désespoir et de réaction qui a beaucoup en commun, au niveau émotionnel et au niveau de sa base sociologique, avec le « national-socialisme » de Hitler. Bien qu'elle se tourne vers le passé, la vague intégriste islamique est une réponse aux conditions d'oppression de la fin du XX^e siècle. Son essor actuel comme mouvement de masse est le reflet réactionnaire

révolution prolétarienne, déclarant : « A bas le chah ! A bas les mollahs ! Les travailleurs doivent diriger la révolution iranienne ! » Seuls dans la gauche, nous avons averti que les mollahs au pouvoir chercheraient à réimposer le *tchador* (le voile de la tête aux pieds), à rétablir les châtiments barbares (comme la flagellation ou les amputations), à réprimer les minorités nationales et à écraser le mouvement ouvrier et la gauche aussi impitoyablement que le chah.

Avec l'Afghanistan, le suivisme des cliffistes à l'égard des intégristes a été rejoint par l'antisoviétisme de guerre froide. Pendant dix ans, les impérialistes ont armé et soutenu la *jihad* [guerre sainte] réactionnaire des intégristes, utilisant cette opportunité d'une guerre par personne interposée contre l'Union soviétique. Nous avons sans hésitation salué l'intervention de l'Armée rouge soviétique en Afghanistan contre les forces dirigées par les mollahs, et nous avons appelé à l'extension des acquis d'Octobre à l'Afghanistan. Mais les cliffistes s'étaient placés sans ambiguïté dans le camp de la réaction. En Grande-Bretagne, Paul Foot, dirigeant du SWP, a réussi à provoquer une hystérie antisoviétique, en pleine séance du parlement, de la droite conservatrice à la « gauche » travailliste, avec ses « révélations » incendiaires publiées dans sa chronique du *Daily Mirror* sur la possibilité que la viande britannique exportée en URSS soit envoyée aux soldats soviétiques en Afghanistan (*Spartacist Britain* n° 24, août-septembre 1980).

Aux Etats-Unis, les cliffistes se sont vantés bruyamment de leur soutien total aux mollahs : « Comme les socialistes ont salué la défaite américaine au Vietnam, nous saluons la défaite des Russes en Afghanistan. Cela encouragera tous ceux qui, en URSS et en Europe de l'Est, veulent briser la domination des héritiers de Staline » (*Socialist Worker*, mai 1988). A l'origine, le prédécesseur d'ISO, l'organisation shachtmaniste International Socialists, avait dû procéder à de multiples contorsions pour défendre de façon tardive et minimale les Vietnamiens contre les Etats-Unis, en utilisant l'argument « démocratique » de l'« autodétermination » pour éviter la question centrale d'une révolution sociale dirigée par les staliniens, bien que de façon bureaucratiquement déformée. Ceux qui ont été « encouragés » par le retrait soviétique d'Afghanistan, ce sont les forces de la contre-révolution sanglante. De Berlin-Est à Moscou, les cliffistes ont acclamé la restauration du capitalisme, qui signifiait le chômage de masse, la terreur raciste et les attaques tous azimuts contre les droits des femmes.

...à la « guerre sainte » en Algérie

La question de l'intégrisme islamique ne se limite aucunement à un examen historique des leçons de l'Iran et de l'Afghanistan. Cette question se pose de nouveau de façon aiguë en Algérie, où le régime militaire sanguinaire et les intégristes islamiques réactionnaires sont aux prises dans une effroyable guerre civile. Et les cliffistes s'adressent essentiellement à la question de l'Algérie. Harman écrit sur les « contradictions » du FIS (Front islamique du salut) qui, prétend-il, est « tiraillé entre la respectabilité et l'insurrection ». Il ne souffle mot du fait que l'« insurrection » du FIS a pour but d'établir une dictature théocratique réactionnaire.

Les cliffistes disent : « Nous sommes du côté des islamistes quand ils confrontent l'Etat - mais seulement dans ce cas » (*Socialist Worker*, 20 août 1994) ! Ils sont un peu embarrassés quand les intégristes algériens assassinent des enseignants, des journalistes et des militants de gauche. Mais qu'en est-il lorsqu'ils « confrontent l'Etat » en faisant sauter des usines nationalisées, en faisant dérailler des trains de passagers propriété du gouvernement ou en brûlant des écoles publiques ? On peut

supposer que Cliff et Cie applaudiraient. Cependant, leur ligne « islamiste » ne passe pas très bien auprès de certains de leurs partisans, notamment des femmes.

Après que les sinistres intégristes islamiques eurent remporté le premier tour des élections législatives algériennes il y a trois ans, les cliffistes se sont écriés que « la percée du FIS reflète la montée de sentiments révolutionnaires » (*Socialisme international* n° 60). Ils se sont sentis obligés de faire quelques réserves sur la politique du FIS de brisage des grèves et sur la façon dont il « argumente que les femmes devraient rester à la maison » ; ils concluent : « Tout cela offre des opportunités aux socialistes, aussi longtemps qu'ils sont clairs à propos du FIS. Ils doivent le soutenir contre les attaques du régime dans la mesure où il représente, même de façon confuse, une opposition dans laquelle de larges couches des dépossédés et des secteurs de la classe ouvrière placent leur confiance. En même temps, les socialistes doivent être implacablement hostiles à sa politique. Ils doivent défendre les droits des femmes et les droits démocratiques » (*Socialist Review*, février 1992). Ces paroles en défense des droits démocratiques ne sont que de la poudre aux yeux pour cacher le fait qu'une victoire intégriste en Algérie - avec le soutien des cliffistes - imposerait une dictature islamique qui balaierait tout semblant de démocratie et signifierait - littéralement - la mort pour les femmes non voilées. Et il y a de fortes présomptions que les cliffistes aient eu du mal à faire avaler leur ligne pro-FIS à leurs camarades en Algérie, où de telles illusions sont véritablement suicidaires.

A la veille de la première victoire électorale du FIS dans les élections municipales de juin 1990, un porte-parole du Mouvement communiste algérien (MCA), interviewé dans le journal des cliffistes français, caractérisait le FIS d'« ultraréactionnaire » et même de « courant fasciste » avec des principes, une idéologie et des actions politiques « similaires à ceux du Front national en France ». En même temps, le représentant du MCA limitait son programme à la lutte « pour la démocratie » à travers des élections et la formation d'une « opposition démocratique et révolutionnaire » (*Socialisme international*, mai 1990). Mais quand le FIS a remporté les élections législatives de décembre 1991, *Socialisme international* (février-mars 1992) déclara : « Les révolutionnaires en Algérie doivent lutter aux côtés de ces gens, même dans des actions appelées par le FIS. » SI a même présenté le FIS comme une force sur laquelle on pouvait faire pression pour qu'elle s'oppose à l'impérialisme ! Comme SI l'explique, « pour arriver au pouvoir, le FIS aurait besoin du soutien des masses, et un tel pouvoir serait opposé à la politique imposée à l'Algérie par le FMI. » Cependant, la condition préalable pour briser l'étau du cartel des banquiers internationaux du FMI et la domination

du marché mondial est une révolution prolétarienne qui renverse le capitalisme et s'étende aux métropoles impérialistes.

Le MCA - dont une note de bas de page dans l'article de Harman précise timidement qu'il « n'existe plus » - a rejoint les cliffistes et est entré dans le PST (Parti socialiste des travailleurs), qui est en solidarité politique avec le Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel. Ils y ont formé une « opposition » qui a publié un document « Bilan et perspectives du PST » (23 octobre 1992), qui opérait le tour de force de ne jamais mentionner le FIS et la nécessité de le combattre. Nulle part dans ce document, dans l'article de Harman ou dans un quelconque journal cliffiste, il n'y a l'ombre de la conception que le rôle des marxistes est de diriger la classe ouvrière dans une lutte pour le pouvoir contre à la fois le régime militaire sanguinaire et les intégristes réactionnaires. A l'opposé, la Tendance plate-forme trotskyste du PST, qui s'est cristallisée autour d'un programme internationaliste sur la question russe (incluant la défense de l'intervention soviétique en Afghanistan et l'opposition à Solidarność en Pologne) et de la lutte pour la révolution ouvrière en Algérie, déclarait : « Le FIS est l'ennemi juré du prolétariat, des minorités et des femmes [...]. Actuellement le pouvoir emprisonne les militants du FIS, demain, comme hier, la classe dirigeante favorisera le développement du FIS contre les ouvriers ou contre un soulèvement populaire [...]. Les progrès réels qu'avaient faits les bolchéviks dans la voie de l'émancipation des femmes contrastent fortement avec l'oppression des femmes qui sévit encore actuellement dans des régimes bonapartistes "socialistes", comme en Algérie, qui n'ont pas rompu avec le capitalisme. Ils sont une confirmation frappante de la théorie de la révolution permanente de Trotsky selon laquelle les droits démocratiques bourgeois élémentaires ne peuvent être gagnés complètement que par une révolution socialiste dirigée par le prolétariat. »

En défense du progrès

Aujourd'hui, la fascination des cliffistes pour les intégristes islamiques ne se limite pas à l'Algérie. En France, le gouvernement Mitterrand-Balladur, dans le cadre de sa campagne pour attiser l'hystérie anti-immigrée, a lancé une campagne raciste d'exclusions de jeunes filles portant le foulard islamique dans les établissements scolaires. Tout en s'opposant à ces attaques, la Ligue trotskyste a également mis nettement en garde contre le danger intégriste. Par contre, SI s'est mis politiquement à la remorque des intégristes. Il écrit même, pour justifier le port du foulard islamique, que « l'exposition du corps de la femme dans les sociétés modernes est une des formes par lesquelles s'exprime l'oppression de la femme présentée comme objet sexuel » (*Socialisme international*, décembre 1994) ! Et

Alex Callinicos, une des grosses légumes du SWP, est allé jusqu'à déclarer que « le foulard n'est pas un signe d'emprisonnement des femmes » mais de modestie » !! A Alger, des femmes et même des jeunes filles ont été tabassées et plusieurs ont été assassinées par des intégristes islamiques pour ne pas s'être conformées à ce code réactionnaire de la « modestie »...

Des générations durant, les staliniens et les sociaux-démocrates ont ressassé le schéma menchévique classique de « révolution par étapes », conseillant à la classe ouvrière de soutenir de soi-disant « progressistes » bourgeois comme « première étape » (illusoire) vers la révolution socialiste. Cette politique suicidaire de collaboration de classes a invariablement mené à des défaites sanglantes, de la Chine de 1927 au Chili d'Allende au début des années 1970. Mais au moins les nationalistes soi-disant « progressistes » comme Tchong Kai-cheuk aspiraient vaguement à la modernisation de leur pays (par exemple en s'opposant au bandage des pieds des femmes), alors même qu'ils réprimaient violemment la classe ouvrière. Les intégristes islamiques, que les cliffistes voient comme des alliés dans la lutte « anti-impérialiste », rêvent, eux, de retourner au temps du prophète !

Les grotesques genuflexions des cliffistes devant l'intégrisme islamique ne sont pas une simple aberration. En Union soviétique, qu'ils considéraient comme « capitaliste d'Etat », ils étaient du côté de n'importe quelle force « antistalinienne », aussi réactionnaire soit-elle. En Algérie, qui est en fait un pays capitaliste avec une économie en grande part étatisée, ils sont de même en bloc politique avec les opposants les plus rétrogrades au régime militaire. Il est intéressant de noter qu'au moment où les impérialistes proclament la « mort du communisme », les ex-staliniens tout comme les sociaux-démocrates gravitent dans des alliances peu ragoûtantes avec des forces nationalistes d'extrême droite, depuis la coalition « rouge-brune » en Russie jusqu'aux aspirations des cliffistes à constituer une coalition « rouge-verte » en Algérie.

Le seul problème, camarades, c'est qu'il faut être deux pour danser le tango, même en *tchador*. Et pour les intégristes islamiques, tous les socialistes sont des infidèles qui doivent être punis comme tels. La politique des cliffistes est suicidaire pour eux-mêmes et pour tout ouvrier, tout jeune, toute femme qui auront la malchance d'être influencés par eux. Le prolétariat doit être mobilisé politiquement autour d'un programme non pour remplacer les dictateurs en uniforme par des théocrates en *djellaba* mais pour instaurer son propre pouvoir de classe, non pour retourner à l'obscurantisme moyenâgeux mais pour faire avancer la société vers l'émancipation socialiste et le progrès.

- Adapté de Workers Vanguard n° 613

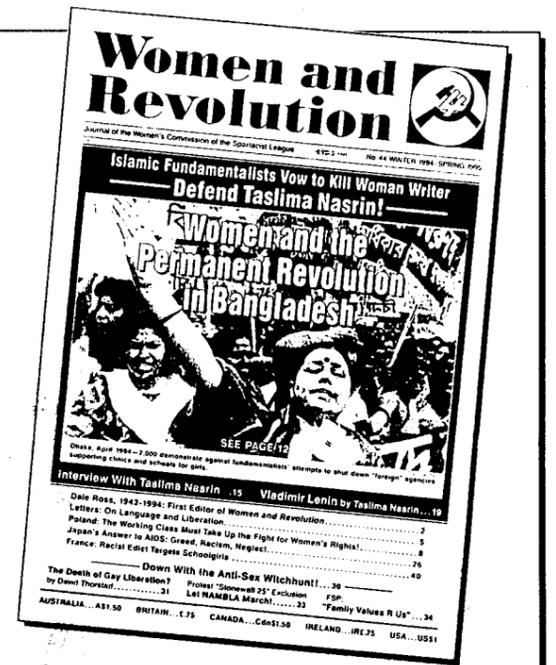
Women and Revolution

Journal de la commission femmes
de la Spartacist League/US

n° 44, hiver 1994 - printemps 1995
(8 francs)

Dans ce numéro, sont notamment publiés un article en défense de Taslima Nasreen « Les femmes et la révolution permanente au Bangladesh » et une interview exclusive de l'écrivain bangladais, accompagnée de son article sur Lénine.

Ecrire au Bolchévik : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Campagne...

Suite de la page 8

couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal) a été l'occasion de mobiliser les étudiants mais aussi d'aborder les questions plus larges de comment en finir avec cette société de misère et d'oppression. Plusieurs d'entre eux, sur des universités et campus de la région parisienne - Antony, Nanterre, Villetaneuse, Saint-Denis - et de Rouen, ont milité avec nos camarades pour faire connaître le cas de Jamal, récolté pétitions et soutien financier.

Ils ont été aussi plusieurs à participer et aider à construire le rassemblement de front unique initié par le CDDS à Paris le 21 février, un rassemblement soutenu par plusieurs organisations dont la Cimade, le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde (dirigé par Georges Marchais), le MRAP, le Syndicat national des journalistes CGT, la Ligue des droits de l'homme et le Syndicat national des chercheurs scientifiques. A cette occasion, plusieurs messages ou lettres de soutien à la campagne ont été lus, notamment celle de Serge Klarsfeld, le chasseur de nazis, au nom de son association Les Fils et Filles des déportés juifs de France et celle de KON-KURD (Confédération des associations kurdes en Europe) qui exprimait ainsi sa position : « [KON-KURD] condamne la position arbitraire et politique des autorités de Pennsylvanie, demande que cette décision soit annulée et que la "voix des sans-voix" soit libérée. »

Réaffirmant que le combat pour sauver Jamal ne faisait qu'un avec le combat généralisé contre la barbarie capitaliste un représentant de la Ligue trotskyste prit aussi la parole au rassemblement : « Il y a une voie pour tous ceux qui veulent combattre contre l'oppression raciste. C'est la voie de la lutte des classes - la puissance de la classe ouvrière, avec toutes ses composantes et avec sa composante immigrée, se mobilisant et luttant pour ses intérêts propres et pour les intérêts de tous les opprimés du système capitaliste. Pour nous, trotskystes, c'est seulement la révolution ouvrière qui pourra durablement garantir les droits de tous les opprimés en mettant fin à ce système d'exploitation raciste. C'est la lutte que nous, Ligue trotskyste, menons pour construire un parti révolutionnaire multiethnique internationaliste, qui soit le tribun de tous les

culier sur la forte et combative communauté turque et kurde intégrée dans la classe ouvrière d'Allemagne), où la peine de mort est identifiée au Troisième Reich nazi, la campagne, à l'initiative de nos camarades du KfsV (Comité de défense sociale) et du SpAD, a été un moment fort de la solidarité internationale. Une manifestation de front uni-

Prit également la parole Heinrich Fink qui, licencié de son poste de recteur de l'Université Humboldt, a été victime de la chasse aux sorcières qui s'est déchaînée avec la réunification capitaliste de l'Allemagne.

Ont apporté aussi leur soutien le PDS et plusieurs personnalités de cette organisation comme l'écrivain de gauche et

Workers List Party veulent exprimer leur révolition à l'égard de la perpétuation de l'utilisation, par le gouvernement des Etats-Unis, de la terreur d'Etat sous la forme de la peine capitale. Le fait que cette mesure abominablement barbare soit utilisée aussi d'une manière raciste et pour des buts politiques, comme dans le cas du camarade Mumia Abu-Jamal, montre claire-

**Berlin, 7 février
- Trois cents
personnes
manifestent
devant des
locaux de
l'ambassade
américaine pour
sauver Mumia
Abu-Jamal.**



que a été appelée par le KfsV qui, avec le collectif de gauche AGIPA-Press, fait connaître depuis plusieurs années le cas de Jamal.

Cette campagne a reçu, comme en France, un écho significatif auprès de la jeunesse allemande multiethnique qui, ces dernières années, s'est mobilisée en masse contre les attaques fascistes et racistes. L'appel à la manifestation avait été également traduit en turc.

Ce rassemblement a réuni plus de trois cents personnes à Berlin, le 7 février. Un des moments les plus notables de cette manifestation a été la déclaration faite par le puissant syndicat de la presse IG Medien annonçant qu'il prenait Mumia Abu-Jamal comme membre honoraire du comité exécutif d'IG Medien à Berlin-Brandebourg. Un autre moment important fut la lecture des salutations envoyées par la célèbre militante noire américaine Angela Davis déclarant que « le cas de Mumia Abu-Jamal est devenu

député au Bundestag Stefan Heym, un survivant du camp de la mort de Dachau, Karl Kielhorn, et Jacob Monetta, vétéran du syndicalisme. Le dirigeant du groupe parlementaire du PDS, Gregor Gysi, avait déjà apporté son soutien lors de la manifestation annuelle du 15 janvier qui commémore l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en 1919, et au cours de laquelle 8 000 tracts sur Jamal ont été distribués. On peut citer également Plate-forme communiste (KPF), le PDS de Hanovre et de Sachsen-Anhalt, le groupe « L'Émeute rouge » de Paderborn, qui sont des militants du Secrétariat unifié d'Ernest Mandel.

Le cas de Mumia Abu-Jamal a été mis en avant au congrès du PDS à Berlin, en janvier dernier. On trouvait partout des affiches de Jamal et des tracts du KfsV en grand nombre sur les tables de presse. Des centaines de signatures ont été recueillies sur les pétitions adressées au gouverneur Ridge. Les délégués à une session sur la jeunesse ont voté à l'unanimité de se joindre à la campagne internationale et d'appeler tous ses membres et sections à construire le rassemblement du 7 février. Cependant, la veille de la manifestation, le bureau exécutif du PDS, par sectarisme, décida de ne pas avoir de présence officielle à ce rassemblement. Néanmoins, le PDS de Mayence y envoya un message et le député PDS de Berlin Sigrun Steinborn y prit la parole.

Partout dans le monde, la campagne s'élargit. Plusieurs autres manifestations de front unique ont eu lieu ou vont avoir lieu à Sydney, en Australie, le 9 février ; à Tokyo le 26 février ; à Toronto et Vancouver, au Canada, le 11 mars ; à Londres fin mars.

De plusieurs autres pays arrivent des messages de solidarité. Du Brésil, la Fondation culturelle Palmares (du nom du dirigeant de la révolte des esclaves Zumbi de Palmares) a envoyé une lettre au gouverneur Ridge déclarant : « C'est un appel qui, ici au Brésil, a été entendu à l'unisson par beaucoup de mouvements afro-brésiliens et de mouvements des droits de l'homme [...]. En tant que citoyens noirs d'un pays où il n'y a pas de peine de mort, nous appelons à sauver la vie de Mumia Abu-Jamal. Et nous joignons notre voix à ce cri qui aujourd'hui trouve un écho aussi ici au Brésil : Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! »

D'Afrique du Sud a été envoyé le message suivant émanant d'une organisation ouvrière : « La Workers Organisation for Socialist Action (WOSA) ainsi que le

ment la banqueroute de l'impérialisme occidental. Nous appelons à l'abolition immédiate de la peine de mort raciste et barbare et joignons nos voix à toutes celles des frères et sœurs aux Etats-Unis et ailleurs qui demandent au moins la révision du procès du camarade Abu-Jamal. »

Le PDC a également reçu des pétitions avec 120 signatures venant des Pays-Bas ainsi que plusieurs signatures de Belgique dont les sénateurs Maxime Stroobant et Willy Seeuws (PS flamand), J. Tavernier (Verts flamands), Nelly Maes (Volkunie) et Karel De Gucht (Parti libéral flamand).

Continuer et amplifier la campagne

La campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal ouvre la voie à des mobilisations partout contre l'injustice que génère le système capitaliste sous toutes ses formes. Les actions de solidarité internationale peuvent donner un formidable élan pour mobiliser la puissance du mouvement ouvrier en défense de Jamal et de tous les prisonniers de classe. En 1930, les manifestations, soutenues par le mouvement ouvrier à Berlin, à Paris et dans d'autres villes en Europe comme aux Etats-Unis, ont été décisives pour empêcher le lynchage judiciaire des Scottsboro Boys, neuf jeunes Noirs faussement accusés d'avoir violé deux jeunes filles blanches.

Comme l'a déclaré dans sa prise de parole la représentante du CDDS au cours du rassemblement du 21 février à Paris, « nous pouvons et nous devons arracher Jamal à la mort [...] ! Vous devez rester mobilisés. Vous devez faire connaître le combat de Mumia Abu-Jamal. Vous devez élever votre voix au côté de la "voix des sans-voix". Mobilisez autour de vous, dans votre syndicat, dans votre organisation, votre association, votre entreprise, votre fac, votre lycée, pour exiger : Jamal ne doit pas mourir ! Sauvez Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! »

Pour participer à la campagne, contactez le CDDS au : (1) 42 08 01 49 - CDDS, BP 202, 75822 Paris Cedex 17

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs - un objectif en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste. ■



Le Bolchévik

Dans le rassemblement du 21 février à Paris

opprimés. »

A la suite du rassemblement, une soixantaine de personnes, dont plusieurs jeunes engagés dans la campagne avec le CDDS, ont assisté à la projection de la vidéo *From Death Row, this is Mumia Abu-Jamal*, lors d'une réunion militante qui a débattu de comment continuer et élargir cette campagne qui doit se poursuivre et s'amplifier.

En Allemagne, où les travailleurs n'en finissent pas de supporter les conséquences de la victoire de la contre-révolution et de la réunification capitaliste, où la terreur raciste et fasciste s'abat quotidiennement sur les immigrés (et en parti-

le cas le plus important dans ce défi lancé à la peine de mort ».

Cette manifestation avait attiré de nombreux étudiants et lycéens venant y compris de Hambourg et de Halle. Les jeunes ont été particulièrement actifs. La Jeunesse du PDS de Halle a envoyé une délégation, et le groupe socialiste HDS de l'Université Humboldt de Berlin a activement participé à construire le rassemblement.

Plusieurs orateurs prirent la parole au nom de leur organisation ; on peut citer celui du Groupe juif de Berlin, le Bureau d'information du Kurdistan (lui-même en butte à la répression du gouvernement).

Jospin, Hue, Laguiller : pas une alternative prolétarienne à la droite

Non à la collaboration de classes !

D'Air France en 1993 à Renault-Flins aujourd'hui, les travailleurs manifestent leur ferme volonté de briser l'austérité capitaliste. De même, la jeunesse - depuis les mobilisations anti-CIP jusqu'aux récents mouvements dans les IUT - exprime massivement son rejet du « futur » de misère que lui réserve cette société bourgeoise. Et ils sont aussi descendus par milliers dans les rues contre la terreur raciste de l'Etat et des fascistes. La question est posée d'une contre-offensive ouvrière pour en découdre avec le régime capitaliste. Et la grève de Renault-Flins la met à l'ordre du jour.

Mais les directions actuelles du mouvement ouvrier se dressent en obstacle. Elles font tout pour éviter une explosion sociale et pour dévoyer les luttes sur le terrain parlementaire afin de mettre au gouvernement, en guise d'alternative à la droite, une nouvelle coalition de collaboration de classes avec des forces politiques bourgeoises, comme en 1981. Le bilan des « années Mitterrand » ? L'austérité, la terreur raciste, l'antisoviétisme ! Et, au bout du compte, le retour de la droite revancharde aux affaires et la transformation des fascistes de groupuscule en force significative menaçante. Le bilan de ces coalitions de collaboration de classes - des fronts populaires - est partout et toujours le même : une défaite pour les travailleurs et les opprimés, et souvent même une défaite sanglante. Une nouvelle coalition, quelle que soit sa configuration - une « gauche bien ancrée à gauche » (version PCF) ou plus ouverte au « centre » (version PS) -, enchaînera à nouveau les travailleurs au char de la bourgeoisie, les démobilisera et les démoralisera, et fera le lit de la pire réaction.

Les dirigeants des PS et PCF, qui viennent de faire au gouvernement le sale boulot du capitalisme français, offrent déjà à nouveau leurs services - même si leurs maîtres bourgeois doutent aujourd'hui de la capacité de ces partis réformistes en crise, par trop discrédités aux yeux des travailleurs, à canaliser et étouffer les luttes sociales. S'ils cherchent à redorer leur blason « social » bien terni par douze ans de politique gouvernementale, les réformistes n'en avouent pas moins, en guise de réformes, leur détermination fondamentale à gérer loyalement, encore et toujours, le capitalisme français. Jospin avertit qu'il faut « poser la question salariale avec mesure » (*l'Humanité*, 21 février). La seule proposition « sociale » de son programme électoral est la réduction de la semaine de travail à 37 heures, pour 1997 - le sujet épineux du maintien ou non du salaire étant prudemment renvoyé à la négociation dans les entreprises. Le reste est placé, comme il dit lui-même, sous le signe du « réalisme » - c'est-à-dire de l'austérité capitaliste. Et il prévient aussi qu'il poursuivrait la politique anti-immigrée : « Je ne dirai certainement pas [...] que je demanderais que soient barrées ou biffées d'un trait de plume les lois Pasqua » (*le Monde*, 7 mars).

Hue, qui espère bien sauver les meubles aux présidentielles et surtout aux municipales qui vont suivre, s'accroche à ses « alliés de gauche » tout en se couvrant de (timides) critiques portées aux « propositions bien modérées » de Jospin. Il multiplie les gages de sa « responsabilité » en direction du PS et de la bourgeoisie, et d'abord des gages d'antisoviétisme en insistant bien qu'il n'a rien à voir avec l'ex-URSS, et surtout pas avec la Russie de Lénine ! Ce social-chauvin affiche jusqu'à la nausée un « communisme » aux couleurs de la France, censé lui attirer les bonnes grâces de sa propre bourgeois-

sie. Clin d'œil à tout le patronat - il propose d'alléger les charges sociales des PMI et PME (où la surexploitation ouvrière est généralement de rigueur !) argumentant - comme Jospin et les candidats bourgeois - que c'est pour développer l'emploi (*l'Humanité*, 27 février). Par ailleurs, il ne perd aucune occasion de rappeler ce qui a fait la

notoriété de cet obscur apparatchik municipaliste : la campagne raciste menée en 1981, au nom de la « lutte antidrogue », dans la commune dont il est maire (Montigny-lès-Cormeilles) contre une famille marocaine (*l'Humanité*, 17 février) ! Et il n'est pas surprenant de voir aujourd'hui le PCF s'agiter à nouveau sur l'« insécurité » (mot de code pour anti-immigrés) et de réclamer encore et toujours plus de flics - de terroristes racistes en uniforme - dans les quartiers ouvriers/immigrés...

Pour un gouvernement ouvrier !

Son ralliement à la croisade « anti-islamiste » raciste de Mitterrand-Pasqua - et particulièrement son abjecte manifestation de Lille, le 3 octobre dernier, contre la mobilisation des jeunes s'opposant à l'exclusion raciste de l'école de jeunes filles portant le foulard islamique - interdit à tout travailleur ayant une conscience de classe de même envisager de voter Laguiller le 23 avril prochain.

Pour l'indépendance de classe

Alors que nous luttons avec intransigeance pour l'indépendance de classe du prolétariat dans le combat révolutionnaire pour instaurer un gouvernement ouvrier, les autres organisations se prétendant, plus ou moins, trotskystes n'espèrent plus, comme en 1981 - entre autres -, qu'en l'élection d'un nouveau front populaire. Nostalgique du « bon vieux temps » de 1981, la LCR se permet même de critiquer « les actuels dirigeants du PS » pour être de mauvais front-populistes, incapables de « reforgé une dynamique d'espoir et de mobilisation » nécessaire pour remettre la « gauche » au pouvoir (*Rouge* n° 1619) ! La LCR s'est donc engagée à construire elle-même un « large rassemblement à gauche du PS » dans le but « de refonder, dans l'avenir, une gauche digne de ce nom » (*Rouge* n° 1620). Des propos qui font écho à ceux de Robert Hue qui, lui aussi, explique que l'heure « est au rassemblement de toute la gauche d'alternatives, comme facteur de rassemblement d'une gauche entièrement renouvelée ». Krivine espère - avec l'énergie du désespoir - que son heure est venue de trouver une place dans cette « gauche renouvelée »...

Mais les petites manœuvres front-populistes de la LCR tournent une fois de plus à l'aigre ; elle perd même encore quelques plumes - notamment son opposition de droite dirigée par Matti estimant qu'il était temps de quitter le navire en perdition pour assurer directement au PS son avenir de politicien social-démocrate. Après s'être fait éconduire d'abord par le très nationaliste Chevènement puis par l'écologiste Dominique Voynet (trop anticommuniste pour même embaucher Krivine comme distributeur de tracts), la LCR a mis tous ses espoirs dans la « Convention pour une alternative progressiste » (CAP) dirigée notamment par Fiterman. Ce bloc politique n'a même pas pu se mettre d'accord sur le nom d'un candidat à présenter ou à soutenir dans les présidentielles ! La LCR y sert de « base » de manœuvre à l'ancien dirigeant du PCF (et ancien ministre de l'austérité mitterrandienne) qui négocie auprès des écologistes et du PS une place de choix dans le front populaire en gestation. Mais elle y sert aussi de « base » aux « refondateurs » du PCF - une bande de municipalistes avec Guy Hermier et Jean-Pierre Brard (le maire de Montreuil connu pour ses expulsions de familles immigrées) qui trouvent le sigle « CAP » bien utile pour élargir leurs

alliances municipales et assurer en juin prochain leur réélection compromise par la crise du PCF.

Cette crise du PCF suscite manifestement bien des appétits opportunistes. Les Gauche révolutionnaire-Jeunesses communistes révolutionnaires (GR-JCR) appellent ainsi à voter Hue. A l'occasion de ces élections, nous dit leur mensuel, *l'Egalité*, de février, « les travailleurs et les jeunes ont la possibilité de s'exprimer. Ils ont la possibilité de dire qu'ils en ont assez du capitalisme et de sa politique libérale, aux effets dramatiques pour eux, conduites par les divers gouvernements qui se sont succédé depuis 1982-83. » Voilà donc ce que permettrait d'exprimer un vote Hue ! Sans blague ? ! La direction du PCF n'a renié ni son soutien à Mitterrand ni sa participation active au gouvernement « de gauche ». Mieux, elle dit explicitement vouloir recommencer.

Pour les présidentielles de 1981, nous avons envisagé de donner un soutien critique à Georges Marchais, le PCF ayant alors, pour des raisons défensives, pris une posture conjoncturelle d'indépendance - même si c'était équivoque - à l'égard des partis bourgeois et social-démocrate. Il faisait une « autocritique » des fronts populaires passés, reconnaissant même que l'Union de la gauche comme les « expériences » de 1936 et 1945 n'avaient que profité à la bourgeoisie. Nous avons retiré ce soutien critique après l'attaque au bulldozer, en décembre 1980, perpétrée par le PCF contre un foyer d'immigrés à Vitry. En commettant cet acte raciste (et aussi en ralliant, sur la Pologne et l'Afghanistan, la guerre froide antisoviétique dont Mitterrand était le fer de lance idéologique en Europe), le PCF a acheté son entrée dans le gouvernement Mitterrand de 1981. Un vote Marchais, avant Vitry, aurait pu exprimer, même de façon très déformée, un vote de classe. Aujourd'hui, un vote Hue c'est un vote pour le front populaire ; c'est pour reprendre les termes mêmes du candidat du PCF, « une chance pour la gauche » : « Si l'on veut que l'union [des forces de gauche] puisse se construire à nouveau, il y a besoin d'un renforcement du PCF à l'occasion de l'élection présidentielle » (*l'Humanité*, 24 février).

Mais le problème, crucial pour des marxistes, de l'indépendance de classe n'est pas celui des GR-JCR tout à leurs petites manœuvres, à l'ombre du front populaire, avec la mouvance PCF (ce qui les a conduites à un flirt obscène avec la coalition « rouge-brune » dont Jean-Edern Hallier est un porte-parole [lire *le Bolchévique* n° 124]). *l'Egalité* de février rappelle même qu'« elles sont prêtes à contribuer » à « une majorité parlementaire de gauche », tout en précisant que « pour qu'une telle majorité existe et surtout pour qu'elle ne sombre pas dans une dérive semblable à celles de 1981 ou 1988, la classe ouvrière dans son ensemble devra être mobilisée ». C'est le même soi-disant « bilan » que tire le PCF des gouvernements Mitterrand, et c'est là l'expression même de la négation de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour instaurer son pouvoir de classe. Pour ces réformistes, la classe ouvrière est juste bonne à empêcher les « dérives » du front populaire.

On peut entendre un son de cloche identique chez Socialisme international (SI) - qui se fait remarquer par son sempiternel appel front-populiste à « virer la droite » - qui expliquait que « seule la pression des luttes sera capable d'obliger la gauche à adopter un candidat plus radical [que Delors] » (*Socialisme International* Suite page 14

Ibrahim Ali...

Suite de la page 1

rée d'affiches du FN», raconte Hassany, un lycéen âgé de vingt ans. «Le type a stoppé et s'est mis à tirer. Tac-tac, avec un flingue comme ils ont dans les films» (Le Monde, 24 février). Ibrahim Soule raconte qu'il a fait le mort pour échapper aux balles assassines. «Ibrahim était derrière, il n'a pas eu de chance», dit-il en larmes (Libération, 23 février).

Quelques jours avant, le 4 février, des «colleurs d'affiches» du FN avaient agressé en le traitant de «sale Juif» le président de l'Association France-Israël à

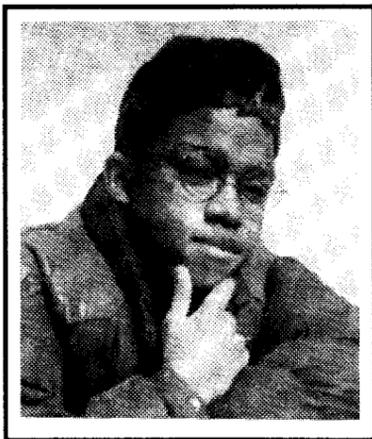


Le Bolchévick

gnés comme des «terroristes» à mettre hors d'état de nuire.

Il faut en finir avec la terreur raciste/fasciste!

C'est la consternation et la colère au sein de la communauté comorienne, dont la ville de Marseille est l'un des bastions, et aussi dans toutes les communautés immigrées. «Comoriens ou Arabes, le tarif est le même. Ces gens-là ne parlent pas, ils tirent», dit un jeune d'origine maghrébine. Un peu partout en France, des manifestations contre l'assassinat d'Ibrahim ont été organisées - à Paris, Toulouse, Lyon, Caen, Le Havre... A Rennes, deux cents manifestants mobilisés contre



Reuter

Paris, le 25 février - Dans la manifestation contre le meurtre d'Ibrahim Ali, la Ligue trotskyste appelle à des actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste/fasciste.

Vitrolles, dans la région marseillaise. Les fascistes ont tenu à marquer les élections présidentielles du sceau sanglant de leur programme de terreur anti-immigrée, antisémite et antiouvrière. Tout comme aux législatives de 1993 où d'autres «colleurs d'affiches» du FN avaient tiré sur un jeune. Tout comme aux dernières élections cantonales, où ils avaient tué d'un coup de fusil à pompe Abdallah Moktari... Ou encore aux législatives de 1986 où ils avaient poignardé Philippe Brocard, un sympathisant du PS.

Le Pen et son acolyte Mégret, dénonçant le fait que «Marseille est la première ville comorienne», revendiquent bien haut l'assassinat d'Ibrahim Ali en invoquant une soi-disant «légitime défense» - un appel à d'autres meurtres racistes.

Cet appel a été bien entendu. Dans la nuit du 27 février, à Saint-Etienne, un tueur raciste abattait Mohamed Azza, un Marocain de 46 ans, qui sortait de la mosquée. Derrière ce meurtre, il y a aussi la croisade «anti-islamiste» déclenchée, sous la houlette de Pasqua, par le gouvernement Mitterrand-Balladur qui lance ses flics dans les rues faire la chasse aux Maghrébins et à leurs enfants, dési-

le meeting de Mégret, le 24 février, ont donné une raclée bien méritée à quelques militants fascistes.

Le même jour, à Marseille, une foule de vingt mille personnes a défilé pour dénoncer le crime abject aux cris de «Justice pour Ibrahim» et «Le Pen, Mégret, assassins». A la fin de cette manifestation ethniquement intégrée, plusieurs centaines de jeunes ont pris le chemin du siège de la fédération du FN, place Sadi-Carnot. Ils voulaient - à juste titre - s'en prendre à ce quartier général d'où partent les ordres et les bandes de terroristes racistes. Mais pour le fermer, il fallait une action déterminée de masse qui s'appuie sur la puissance de la classe ouvrière. Des contingents ouvriers - venus du port (où les Comoriens sont nombreux à travailler) et des entreprises de Marseille et de sa région -, bien organisés et bien équipés, balaièrent comme un fétu de paille ce foyer d'infection fasciste.

Nous, trotskystes, insistons aussi que l'assassinat d'Ibrahim met devant le mouvement ouvrier une tâche urgente: constituer de solides groupes ouvriers/immigrés de défense qui fassent régner l'ordre

front-populisme sous toutes ses formes et sous tous ses camouflages d'«extrême gauche». C'est la question stratégique centrale de la révolution socialiste.

Le groupe Pouvoir ouvrier (PO) prétend, en paroles, combattre le front populaire et même les PS et PC pour leur réformisme. Dans les faits, il appelle à voter à toutes les élections pour les candidats des partis réformistes de masse. Par contre, tirant la ligne de classe, nous avons toujours mis comme condition minimum à donner un soutien critique électoral à des partis ouvriers réformistes qu'ils se présentent indépendamment de la bourgeoisie. Voter pour ces partis quand ils sont membres d'un front popu-

prolétarien dans les quartiers où chaque immigré et chaque enfant d'immigré doit pouvoir vivre sans être terrorisé non seulement par les fascistes mais aussi par les flics. A chaque exaction raciste, le mouvement ouvrier doit mobiliser toute sa puissance en défense des immigrés et de leurs enfants. Il doit mettre au centre de son combat contre le capitalisme le combat contre la terreur et les discriminations racistes. A bas la «forteresse Europe» anti-immigrée! Défense du droit d'asile! A bas la chasse aux «clandestins»! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles!

Aucune confiance dans l'Etat bourgeois!

Bien loin d'avancer cette perspective prolétarienne de lutte, les directions actuelles, réformistes, du mouvement ouvrier se sont précipitées pour éviter que la colère des travailleurs et des jeunes explose à la face de la bourgeoisie. Même Robert Vigouroux, le sénateur-maire de Marseille apparenté «socialiste», s'est rendu à l'enterrement d'Ibrahim, provoquant l'indignation de nombreux assistants qui savent combien cet élu, à l'instar de Mitterrand et de toute la «gauche», se gargarise de discours racistes sur l'«insécurité qui règne dans les banlieues». La trouille de la bourgeoisie est telle qu'y compris le RPR est venu présenter ses «condoléances»!

Plusieurs organisations, comme le PCF, la LCR et SOS-Racisme, demandent de l'Etat, de ses juges et de ses flics, des mesures contre le FN. A propos du rôle des flics, un gérant maghrébin d'un café, témoin direct du meurtre d'Ibrahim, raconte qu'il avait donné à la police un mois plus tôt le numéro d'immatriculation de la voiture des mêmes fascistes qui, alors, s'étaient déjà livrés à une tentative de meurtre; mais «ça n'a pas intéressé la police», tonnent les jeunes présents (Le Monde, 24 février). Bien sûr, la police est aujourd'hui la principale force de répression antiouvrière et anti-immigrée, et se tourner vers l'Etat bourgeois, ses flics et ses juges, pour qu'ils luttent contre cette autre force (extra-légale) de répression antiouvrière et anti-immigrée que sont les fascistes n'est pas seulement vain, c'est criminel! L'Etat bourgeois, qu'il soit géré par la droite ou par la «gauche», n'est pas neutre et au-dessus des classes. Il est un instrument dévoué entièrement à la classe dominante exploiteuse. L'appeler à prendre des mesures contre les fascistes ne peut servir qu'à lui fournir une couverture «démocratique» pour utiliser ces mêmes mesures contre le mouvement ouvrier, et au centuple. Et d'ailleurs, jamais aucune mesure prise par l'Etat bourgeois à l'égard des fascistes n'a empêché leurs exactions.

Aujourd'hui, la bourgeoisie préfère recourir à ses lois, à ses juges et à ses flics pour terroriser les communautés immigrées et briser les grèves. Mais, en même temps, elle encourage, entretient et utilise les fascistes en tant que force supplétive de répression, les gardant en réserve comme une arme ultime pour, en cas d'aggravation de la situation sociale et politique mettant en danger sa domination de classe, détruire le mouvement ouvrier. Prêcher auprès des exploités et opprimés la confiance dans cet Etat, c'est semer les pires illusions, endormir leur vigilance et, finalement, les livrer à leurs bourreaux.

Le PS et autres réformistes ont cherché aussi à désamorcer la mobilisation qui a suivi l'assassinat d'Ibrahim en appelant à «se battre» sur le terrain des «idées» du FN. En 1987, Jospin, Lajoinie et Laguiller avaient participé à de scandaleux «débat» avec les chefs du FN. Mais «discuter» avec cette racaille, c'est lui offrir une tribune pour sa haine raciste et anticommuniste. Et ces «débat» pourraient bien finir sous les matraques fascistes dans un camp de concentration! Le programme des fascistes, c'est le génocide - et ce n'est pas un sujet de «discussion». Comme le dit un responsable associatif comorien, les «affiches [du FN] sont une incitation à nous jeter à la mer» (Le Monde, 24 février). Et Le Pen le reconnaît lui-même sans hésitation: «Les trois militants ouvriers marseillais [du FN qui ont tué Ibrahim] travaillaient pour leurs idées» (Libération, 27 février). La force des fascistes n'est pas leurs «idées», mais la détermination «radicale» qu'ils affichent à balayer un parlementarisme bourgeois en crise et qu'ils mettent en pratique dans leurs actions contre les soi-disant responsables de la crise du capitalisme: le mouvement ouvrier et les immigrés. Le prolétariat doit vite apprendre le langage de la force. Il doit montrer sa détermination à résoudre la crise du capitalisme par la seule solution qui défende les intérêts de tous les exploités et les opprimés: l'instauration révolutionnaire d'un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie.

On ne peut confier la défense des travailleurs et opprimés à l'ennemi de classe. Ils ne peuvent compter que sur leur propre force et leur propre organisation pour se défendre. Seule la classe ouvrière a la puissance sociale, en se mettant à la tête de tous les opprimés, d'écraser la racaille fasciste. Dans ce pays capitaliste raciste, il n'y aura pas de justice pour Ibrahim Ali, Makome M'Bowole, Malik Oussekine et toutes les autres victimes de la terreur raciste/fasciste. Ils ne seront vengés que par ceux-là mêmes que les fascistes et les flics prennent pour cible, le jour où le pouvoir de la bourgeoisie sera brisé par une révolution socialiste qui hissera la classe ouvrière au pouvoir. ■

Collaboration...

Suite de la page 13

n° 78). Mais c'est entretenir de criminelles illusions dans le front populaire. Bien loin de «dériver» (comme disent les GR-JCR) quand il s'attaque à la classe ouvrière ou bien loin de pouvoir être poussé à gauche (comme dit SI), le front populaire - selon les termes mêmes de Trotsky dans le Programme de transition - n'est, avec le fascisme, rien d'autre que la dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. C'est pourquoi des révolutionnaires authentiques doivent mener un combat intransigeant contre le

laire ou quand, comme c'est le cas aujourd'hui, ils militent activement pour en constituer un, ce n'est pas un «vote de classe»; c'est un vote pour porter au pouvoir un gouvernement bourgeois de front populaire.

Pour justifier leur suivisme et leur refus de lutter contre le front-populisme, les centristes de PO invoquent traditionnellement la nécessité d'ôter les «illusions» des masses dans les directions réformistes en leur en faisant faire l'«expérience» en les mettant au pouvoir pour qu'ils appliquent leur programme. Mais précisément le programme des fronts populaires n'a aucune prétention à être de près ou de loin «socialiste» - c'est un programme qui promet qu'il ne sera pas touché au capitalisme et à son Etat. L'argument des «illusions» des masses est l'argument de tous ceux qui cachent derrière la «conscience des masses» leur propre refus de se battre pour le programme révolutionnaire. Cet argument opportuniste risque d'être bien éculé après une dizaine d'années de

politique antiouvrière, antisoviétique et anti-immigrée menée par la «gauche» au pouvoir! Qu'à cela ne tienne, PO - à droite des couches les plus conscientes et les plus combattives de la jeunesse et de la classe ouvrière qui haïssent Mitterrand et ses pareils - affirme que «les illusions des masses dans les directions réformistes demeurent largement intactes. Il s'agit de mettre ces illusions-là encore une fois à l'épreuve» (Pouvoir Ouvrier n° 27). Jusqu'à la fin des temps à la traîne des réformistes!

Ou, plus exactement, jusqu'à une défaite - plus terrible encore pour la classe ouvrière que le simple retour d'une droite revancharde au pouvoir, comme en 1993! Il y a des «expériences» que les révolutionnaires ne veulent pas que les masses fassent. Nous ne voulons pas plus faire l'«expérience» avec les masses de l'hystérie patriotique dans une guerre impérialiste que celle du front populaire. L'«expérience» du front populaire ne fait que paralyser et désarmer les masses et préparer la voie aux défaites, et elles

POUR CONTACTER LA LIGUE TROTSKYSTE

Paris Le Bolchévick BP 135-10 75463 Paris cedex 10 Tél: 42 08 01 49
Rouen Le Bolchévick BP 240 76003 Rouen cedex Tél: 35 73 74 47

Grève de Flins...

Suite de la page 2

tant en avant un système de *revendications transitoires*, jeter un pont entre les luttes actuelles et la lutte pour la révolution. Chaque revendication sérieuse se heurte aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme. Le capitalisme, qu'il soit géré par la droite ou la « gauche », ne peut pas satisfaire les besoins les plus élémentaires des travailleurs. C'est pourquoi ce régime d'exploitation doit être renversé. Et cette lutte est internationale. *Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout! Gouvernement ouvrier! Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe!*

Contre le chômage et les salaires de misère! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail!

La lutte contre la baisse du niveau de vie et le chômage, qui sont aujourd'hui les préoccupations principales des travailleurs et de la jeunesse, nécessite de s'attaquer et de se mobiliser contre les bases mêmes du capitalisme. Pour combler le trou béant de l'austérité, il faut arracher des *augmentations massives des salaires. A travail égal, salaire égal!* Mais tant qu'existe le capitalisme, toute augmentation des salaires sera grignotée par l'inflation. Pour assurer la hausse automatique des salaires en fonction de celle du coût de la vie (calculée suivant l'indice syndical), il faut imposer l'*échelle mobile des salaires*.

Selon des statistiques récentes de l'UNEDIC, près de 90 % des chômeurs touchent 5000 francs ou moins encore par mois d'allocations chômage. 40 % des chômeurs ne touchent même pas ces allocations. Parmi eux, environ un demi-million de jeunes de moins de 25 ans qui ne peuvent pas espérer recevoir l'aumône du RMI - et ce chômage touche particulièrement les enfants d'immigrés victimes des discriminations racistes. La misère se répand, avec la multiplication des sans-abri. Quant à ceux qui réussissent à trouver du travail, c'est de plus en plus souvent un emploi sous-payé, sous-qualifié et précaire.

Il y a officiellement 3,3 millions de chômeurs - un chiffre ouvertement truqué. Dans le même temps, la productivité augmente. D'un côté, les salaires sont maintenus le plus bas possible et, d'un autre côté, les cadences accélèrent. *Il faut des mobilisations ouvrières pour empêcher les suppressions d'emploi et les licenciements! Embauche massive sous contrôle syndical! Intégration et syndicalisation des intérimaires!* Pour répartir le travail existant entre toutes les mains ouvrières, il faut imposer l'*échelle mobile des heures de travail*. En donnant du travail à tous, on pourra ensuite déterminer la durée hebdomadaire du travail, sans diminution

peuvent être sanglantes comme en Espagne en 1937 ou au Chili en 1973. Le plus abominable, c'est que PO en est jusqu'à un point conscient: «*D'une certaine façon, l'expérience de la gauche au pouvoir peut être encore pire pour les travailleurs [que celle de la droite]*» (*Pouvoir Ouvrier* n° 23). «*Après le front populaire, nous*» est la version PO du mot d'ordre stalinien d'avant 1933 «*Après Hitler, nous*». C'est de l'aventurisme criminel. Ce n'est pas sur des défaites - encore moins sur des cadavres - qu'on arrache les masses à leurs directions traîtres pour les convaincre du programme de la révolution socialiste! Pour gagner les travailleurs et les jeunes les plus conscients, les trotskystes doivent se battre inlassablement, dans les élections comme dans les luttes, en organisant une opposition intransigeante à la stratégie front-populiste de défaite et en montrant la voie de la victoire: celle de la lutte extraparlamentaire pour instaurer un gouvernement ouvrier.

PO comme les autres opportunistes

de salaire. Une telle revendication unira dans la lutte tous les ouvriers - ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas.

Plusieurs grévistes de Flins avec lesquels nous avons discuté étaient d'accord sur l'importance de cette revendication face à l'ampleur du chômage. Mais ils ne voyaient pas comment un partage équitable du travail serait possible dans cette société. La possibilité ou non de réaliser cette revendication est d'abord une question de rapport de force, qui ne peut être résolue que dans la lutte. Mais, effectivement, le capitalisme ne peut satisfaire cette revendication, comme aucune de celles qui surgissent des maux qu'il crée. C'est pourquoi la défense des intérêts ouvriers nécessite de liquider ce système d'exploitation et d'instaurer un *gouvernement ouvrier révolutionnaire*.

Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et les discriminations racistes!

A côté des jeunes ouvriers, ce sont les immigrés de Flins qui sont le fer de lance de la grève. Beaucoup de ces travailleurs gardent en mémoire les luttes dans l'automobile, de 1982 à 1984 - des luttes puissantes mais restées seules. Il faut en tirer les leçons pour gagner les grèves actuelles. Ces luttes ont été isolées par la campagne raciste qu'a déclenchée le gouvernement « de gauche », avec le concours de toutes les directions syndicales réformistes. Alors, Mauroy, premier



Juin 68 - De partout, ils sont venus renforcer les piquets de Flins face aux CRS.

ministre d'un gouvernement où siégeaient des ministres du PCF, a dénoncé les immigrés de l'automobile comme étant «*manipulés par les ayatollahs*». Lors de la grève de Talbot, à l'hiver 1983-84, nous avions cherché des moyens concrets pour étendre la grève au reste de l'automobile et gagner des militants ouvriers à la perspective d'une lutte contre le gouvernement Mitterrand, qu'avaient aidé à mettre au pouvoir les LO, LCR et autres pseudo-révolutionnaires. A l'usine Renault-Cléon, nous avons été à l'initiative

d'«*extrême gauche*» restent accrochés aux basques du front populaire, parce que, au fond, ils ont tiré un trait sur les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière. Pour nous, trotskystes, la question n'est pas de s'agenouiller devant la conscience, supposée ou réelle, des masses à un moment donné. Nos règles, comme le dit Trotsky dans le programme de fondation de la IV^e Internationale (le *Programme de transition*), sont: «*Regarder la réalité en face; ne pas chercher la ligne de moindre résistance; appeler les choses par leur nom; dire la vérité aux masses, quelque amère qu'elle soit; ne pas craindre les obstacles; être rigoureux dans les petites choses comme dans les grandes; oser, quand vient l'heure de l'action.*» C'est ainsi que seront regroupés et formés les cadres du parti révolutionnaire qui seront capables de mener les travailleurs à la tête de tous les opprimés, de renverser l'Etat bourgeois et d'instaurer leur propre pouvoir de classe. C'est pour construire un tel parti que nous combattons aujourd'hui. ■

d'une délégation venue apporter son soutien. Nous sommes aussi pratiquement les seuls à avoir insisté sur le lien entre l'offensive gouvernementale et patronale contre Talbot et la campagne raciste. La grève de Talbot a été trahie par les réformistes venus à la rescousse de Mitterrand. Depuis, les gros bastions immigrés de l'automobile se sont tenus à l'écart des mobilisations ouvrières, et la terreur raciste s'est amplifiée.

Le gouvernement actuel a su reprendre les attaques «*anti-islamistes*» de Mauroy et de la «*gauche*» pour diviser la classe ouvrière et terroriser les immigrés et leurs enfants, désignés comme les responsables du chômage et de tous les maux engendrés par le capitalisme. Les bureaucrates syndicaux de Flins cherchent à convaincre les grévistes qu'il ne faut que parler des salaires. Mais la campagne raciste de la bourgeoisie est une arme contre cette grève où les immigrés jouent un rôle central. Déjà, la direction attaque les grévistes pour être dirigés par des Maghrébins et des Africains noirs. Plus généralement, la campagne raciste est utilisée pour scissionner et affaiblir les rangs de la classe ouvrière multiethnique de ce pays. C'est le devoir du mouvement ouvrier - et c'est une condition de l'intégrité et de l'unité de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme - de mettre au centre de son combat la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes. Tout comme c'est le devoir du mouvement ouvrier de combattre le poison du chauvinisme. «*Produisons français*» et

est lié au combat pour une direction lutte de classe dans les syndicats pour en faire un instrument du combat révolutionnaire du prolétariat. L'intersyndicale qui s'est constituée à Flins peu après le début de la grève n'a rien à voir avec un tel syndicat industriel. C'est un appareil bureaucratique qui s'est constitué pour désorganiser la lutte. Comme le faisait remarquer à une de nos camarades un travailleur syndiqué CGT, «*le problème avec les syndicats, c'est qu'on ne les voit pas. C'est la première fois depuis 27 ans que je les vois si mal organiser la lutte. Alors je leur ai dit: "Si vous voulez simplement nous suivre, laissez-nous tranquilles. Si vous n'êtes pas capables, on va faire le travail et on va élire un comité de grève."*»

Oui, il faut briser l'étau des bureaucraties. Il faut élire à la tête de la lutte un comité de grève de toute l'usine, responsable devant l'assemblée des grévistes et révocable à tout moment. La tâche d'un tel comité doit être d'étendre la grève, notamment en envoyant des délégations dans les autres usines de Renault et de l'automobile, et d'organiser de vrais piquets pour arrêter totalement la production. De tels piquets permettront de rallier les hésitants et les intérimaires (qui représentent quelque 10 % de la force de travail de Flins), terrorisés par la maîtrise, qui n'attendent que ça pour rejoindre la grève. Au contraire, un bureaucrate CGT de Renault se vantera même d'avoir «*dû fortement inciter les 500 intérimaires présents dans les ateliers à ne pas se joindre à nous*» (*InfoMatin*, 15 mars)!

Ces piquets constitueraient aussi une base pour former des groupes de défense non seulement de la grève - contre toute attaque d'où qu'elle vienne - mais aussi des quartiers immigrés proches, à Mantes, qui subissent la persécution des flics et autres terroristes racistes.

Pour un gouvernement ouvrier!

La situation exige des méthodes, un programme et une direction lutte de classe. Le gouvernement est affaibli et instable, mais il est prêt à défendre bec et ongles le capitalisme. De plus, si le prolétariat, entravé et ébranlé par ses actuelles directions réformistes, ne peut recourir à son profit - en instaurant son propre pouvoir de classe - la crise du capitalisme, ce seront les forces les plus réactionnaires qui se mettront en avant pour venir au secours du pouvoir de la bourgeoisie. Un de Villiers, cet ultraréactionnaire qui rivalise de racisme, populisme et nationalisme avec les fascistes. Un Pasqua, qui est prêt à recourir aux méthodes musclées d'un Etat policier pour briser la résistance des travailleurs et de la jeunesse. Un Le Pen qui attend son heure pour lancer ses nerfs détruire le mouvement ouvrier et perpétrer son génocide anti-immigré.

Pour vaincre, la classe ouvrière doit se débarrasser des bureaucrates totalement gangrenés par la collaboration de classes. Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique et internationaliste, qui se battra pour un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie - dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe - pour en finir une fois pour toutes avec ce système capitaliste qui transforme l'énorme richesse du travail ouvrier en misère.

● **Augmentation massive des salaires! Piquets de grève de masse! Comités de grève élus et révocables! Extension de la grève de Flins à tout Renault! Engouffrons-nous dans le sillage de Flins!**

● **Intégration des intérimaires! Pas un seul licenciement! Echelles mobiles des salaires et des heures de travail!**

● **Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles!**

● **Mettons fin au cycle infernal des gouvernements bourgeois de droite et « de gauche »! Gouvernement ouvrier!** ■

toutes les mesures protectionnistes ne font que détourner la colère des travailleurs contre leurs frères de classe des autres pays (y compris ceux qui ont émigré en France) et les enchaîner à la défense des intérêts de leur véritable ennemi: leur bourgeoisie. *A bas toutes les discriminations racistes dans l'emploi, les salaires, le logement, l'école et les soins médicaux! Abrogation du Code de la nationalité et des lois racistes de Mitterrand-Pasqua! A bas la « forteresse Europe » raciste! Défense du droit d'asile! A bas la chasse aux « clandestins »! Halte aux expulsions! Tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles! Groupes de défense ouvriers/immigrés basés sur les usines! Actions ouvrières/immigrées contre la terreur raciste/fasciste!*

S'organiser pour vaincre!

En privatisant Renault, l'Etat veut non seulement renflouer ses caisses mais aussi casser les reins des syndicats. Le mouvement syndical, affaibli par la politique de collaboration de classes de ses directions, est divisé en chapelles bureaucratiques. Et ce sont les immigrés et les jeunes, embauchés souvent comme intérimaires, qui font les premiers frais de cet affaiblissement. Le syndicat est l'arme élémentaire des travailleurs contre l'exploitation capitaliste. Tous ceux qui travaillent dans une même industrie doivent s'organiser dans un même syndicat, avec une même convention collective fixant les mêmes conditions de travail, de salaires, etc. *Une industrie, un syndicat!* Ce combat pour des syndicats industriels

Etats-Unis : à bas la peine de mort raciste !

Sauvons Mumia Abu-Jamal !



Rassemblement du 21 février à Paris, à l'appel du CDDS, pour exiger la vie sauve pour Mumia Abu-Jamal (à droite), prisonnier politique dans le quartier des condamnés à mort aux Etats-Unis.

Une course contre la montre est engagée pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal, combattant pour la justice sociale et prisonnier politique condamné à mort dans l'Etat de Pennsylvanie, aux USA. Il est victime d'une machination raciste. Ancien membre du Black Panther Party, partisan de la communauté noire MOVE et journaliste noir éminent surnommé la « voix des sans-voix », Jamal a toute sa vie combattu passionnément en faveur des Noirs et des déshérités de la société américaine. Même dans les conditions affreuses du quartier des condamnés à mort, il continue de prendre fait et cause pour les opprimés dans ses chroniques qui paraissent régulièrement dans des journaux aux quatre coins des Etats-Unis et du monde. C'est précisément parce qu'il représente l'espoir et la détermination dans le combat contre l'injustice raciste que les forces de la réaction et de la répression veulent le réduire à jamais au silence en l'exécutant. C'est pour cette même raison que tous ceux dans le monde qui s'opposent à l'oppression raciste – et notamment ici en France où la terreur et les discriminations sont le quotidien des immigrés et de leurs familles – doivent se mobiliser pour arracher Jamal à la mort.

En Pennsylvanie, Tom Ridge, élu du Parti républicain au poste de gouverneur avec une plate-forme électorale pour la peine de mort, s'est engagé à signer des ordres d'exécution dès son entrée en fonction, le 17 janvier dernier. Au premier rang de plus de 170 hommes et femmes qui sont dans le « couloir de la mort » en Pennsylvanie, se trouve Mumia Abu-Jamal qui, faussement accusé d'avoir tué un policier de Philadelphie, fut condamné à mort en 1982. Et le Fraternal Order of Police (FOP) de Philadelphie, une association de policiers, mène ouvertement campagne pour le tuer, multipliant les sinistres appels à « en finir ». Il faut empêcher le lynchage judiciaire raciste de Jamal !

« Mumia est quelqu'un dont nous avons désespérément besoin. Par les temps qui courent, nous ne pouvons pas nous permettre de les laisser nous enlever une telle voix sans engager un combat aux proportions gigantesques. »

– Ossie Davis au meeting organisé à New York, le 3 juin 1994, à l'initiative du Committee to Save Mumia Abu-Jamal et du Partisan Defense Committee

La menace d'exécuter Jamal n'est pas seulement foncièrement raciste et barbare ; c'est aussi la première tentative d'exécution capitale explicitement politique aux Etats-Unis depuis que le gouvernement a assassiné, en 1953, Julius et Ethel Rosenberg. Comme les Rosenberg, exécutés dans le climat maccarthyste de la Guerre froide anticommuniste, les persécutions à l'encontre de Mumia Abu-Jamal s'inscrivent dans un contexte politique marqué par un Congrès réactionnaire décidé à imposer un retour en arrière dévastateur pour les acquis arrachés par les luttes des Noirs, des femmes, des homosexuels et du mouvement ouvrier. La peine de mort est la pièce maîtresse de la campagne « sécuritaire » raciste des réactionnaires revanchards.

Les flics et leurs amis en haut lieu savent que Jamal symbolise la peine capitale en Amérique – nous devons nous aussi en être conscients. Joignez-vous à la campagne pour sauver Mumia Abu-Jamal !

La machination contre Mumia Abu-Jamal

Le 9 décembre 1981, au petit matin, Mumia Abu-Jamal, qui travaille comme chauffeur de taxi, aperçoit son frère Billy en train de se faire tabasser par le policier Daniel Faulkner. Jamal sort de son taxi et rejoint dans le ventre une balle qui manque de peu de le tuer. Il est retrouvé assis sur le bord du trottoir, perdant son sang en abondance. Faulkner est mort. Et Jamal sera condamné à mort au terme d'une machination raciste classique, dans

le plus pur style du Sud américain, accusé d'avoir tué ce policier.

Jamal a toujours clamé son innocence et quatre témoins affirment avoir vu un troisième homme tirer sur Faulkner et s'enfuir. Mais Jamal fut présumé coupable par le juge-bourreau Albert Sabo, membre du FOP, et n'eut pas le droit de présenter sa défense au cours de son procès qui fut truqué, bourré de violations de ses droits constitutionnels. Sabo, le « roi de l'exécution capitale », a condamné à mort davantage d'hommes et de femmes que n'importe quel autre juge américain. Dans une ville dont plus de 40 % de la population est noire, tous les jurés noirs sauf deux furent récusés. Un des jurés noirs fut récusé par le juge et remplacé par un juré blanc qui pourtant déclara ne pas pouvoir être impartial. Il fut refusé à Jamal le droit d'assurer lui-même sa défense ou d'être défendu par l'avocat de son choix. Il ne lui fut alloué que 150 dollars pour l'enquête préliminaire dans une affaire où la police avait déjà interrogé 125 personnes. Il fut expulsé de la salle d'audience par le juge et ne put suivre la plus grande partie de l'audition des témoins à charge. Son avocat commis d'office ne connaissait pas le dossier et demanda à plusieurs reprises à être démis de cette affaire.

Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort pour ses activités et opinions politiques. Le procureur McGill, connu pour avoir, dans un autre procès, dissimulé des preuves devant le tribunal, a obtenu sa condamnation en déclarant à un jury presque entièrement blanc que l'apparte-

nance de Jamal au Black Panther Party (BPP) et l'emploi, douze ans auparavant, du mot d'ordre « Le pouvoir au peuple » et de la vieille formule maoïste « Le pouvoir est au bout du fusil » « prouvaient » qu'il était un « tueur de flics » ! En 1990, la Cour suprême des Etats-Unis a déclaré irrecevable la procédure d'appel engagée par Jamal, qui s'appuyait sur le fait qu'il avait été condamné pour avoir été membre du BPP. Par contre, deux ans après, la même Cour suprême annulait la condamnation à mort de David Dawson en affirmant dans ses attendus que les preuves de son appartenance à l'Aryan Brotherhood, une organisation raciste blanche, avait influencé le jury.

L'histoire de Philadelphie, la ville de Rizzo

Depuis la féroce émeute de 1871 (au cours de laquelle des bandes de Blancs assassinèrent quatre Noirs) jusqu'au bombardement de la communauté MOVE le 13 mai 1985, Philadelphie a toujours été un enfer raciste. Des Noirs ghettoïsés dans des logements vétustes et surpeuplés ; des écoles ségréguées et délabrées ; un chômage et une mortalité infantile presque deux fois plus importants chez les Noirs que chez les Blancs ; ce statu quo maintenu par la violence des flics racistes à la gâchette facile, dirigés par Frank Rizzo – c'est la ville dans laquelle Jamal est né et a grandi. L'histoire de la campagne de l'ex-maire Frank Rizzo contre la population noire de Philadelphie est une histoire de terreur orchestrée par l'Etat. Et à chaque moment clé, Jamal était là pour révéler et dénoncer l'injustice.

En 1966, Rizzo, à la tête d'une unité de 80 flics, conduisit des raids contre les meetings du SNCC, un groupe qui militait activement pour les droits civiques des Noirs. En 1967, Rizzo envoya par cars entiers des flics matraquer les jeunes

Suite page 9